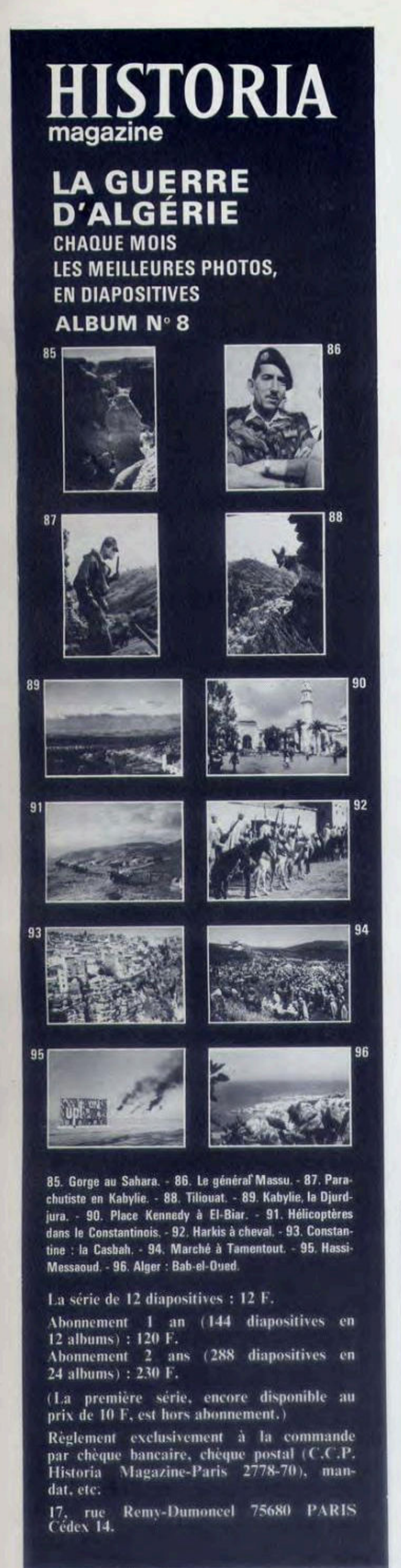


UN COMMANDO MUSULMAN EN ALGÉRIE



Couverture : Photo Philippe Alain



LES PROBLÈMES DU GOUVERNEMENT

Jean FONTUGNE

JUILLET 1960 sera, comme le veut la tradition, le mois des congrès politiques. Les vacances d'été qui suivront permettront d'oublier rapidement les résolutions les plus dures votées au cours des assemblées générales de clôture.

Le gouvernement français, de son côté, doit toujours faire face aux problèmes d'Afrique du Nord. C'est également sur l'Algérie que revient inlassablement le président de la République dans les allocutions qu'il prononce au cours de son nouveau voyage en Normandie.

Après l'échec de la conférence de Melun, en effet, le G.P.R.A. a durci son attitude et poursuit sa campagne pour l'internationalisation du problème algérien. Un premier succès est acquis par la nomination d'un de ses représentants à Pékin.

Sur le champ de bataille, en revanche, l'A.L.N. limite ses activités militaires, qui ne sont plus menées que dans les zones refuges. Les actes de terrorisme sont toutefois en progression et dans la seule première semaine de juillet on comptera 205 attentats faisant 30 tués et 19 blessés. A cette même époque, 11 000 personnes sont incarcérées ou assignées à résidence.

L'Algérie n'est cependant pas le seul souci du gouvernement. Moins d'un an après la cérémonie solennelle de sa fondation, la Communauté n'existe plus et tous ses membres sont ou vont devenir indépendants. Déjà éclatent les premiers troubles dans ces anciennes colonies françaises, et certains chefs de ces nouvelles républiques, menacés, demandent l'appui de la métropole, à l'exemple de l'ex-Congo belge, qui lui-même est en pleine révolution.

C'est donc à des vacances studieuses que sont condamnés les ministres de la Ve République, qui ne sont cependant pas menacés d'une crise de régime.

Le Parlement ne traite plus, en effet, que de questions financières et agricoles. La force du gouvernement est d'ailleurs consolidée par la division des opposants et les rivalités de personnes et d'idéologies.

Le parti socialiste en fournit l'illustration en refusant le front commun proposé par les communistes pour éviter un nouveau « coup de Prague »!

J. F.

Sommaire n° 83 - Historia magazine n° 313



R. Bail

C'est dans un SO-30 *Bretagne* du G.L.A.M., venu spécialement de Paris pour les chercher, que Si Salah et ses collègues se rendront à Villacoublay. De là, ils seront conduits au château de Rambouillet et, le lendemain, reçus à l'Élysée. Pour le coureur de djebel Si Salah, né dans un pauvre village de Kabylie, quel chemin parcouru !

Coll. particulière

DU DJEBEL A L'ÉLYSÉE

LE 17 mars 1960, Lakhdar, Halim et Abdellatif se présentent chez le cadi (1) de Médéa, fonctionnaire passant pour être un nationaliste « modéré », c'est-à-dire plus attaché à la vie qu'à ses idées ; un de ses parents commande une kasma de la zone 2.

Les trois chefs de l'A.L.N. exposent leurs intentions : il ne s'agit pas de renier la cause par une reddition pure et simple, mais de négocier un cessez-le-feu. Comme une démarche auprès d'Alger pourrait déclencher une « purge », ils veulent discuter directement avec un représentant du général de Gaulle. Edmond Michelet (2) ne pourrait-il se faire leur interprète auprès du chef de l'État ?

(1) Juge de droit civil musulman.

(2) La compréhension d'Edmond Michelet pour la cause du F.L.N. est de notoriété publique.

▶ **DU DJEBEL A L'ÉLYSÉE**

le 15 avril, Si Salah envoie un message éloquent au G.P.R.A.

Le cadi hésite un peu, puis rend compte à Schmelk, récemment nommé procureur général à Alger : le garde des Sceaux est alerté.

Et, le 29 mars, le cadi présente à Michelet l'ordre de mission suivant : « Le porteur de ce message est habilité à porter à votre connaissance ce qui suit : des officiers de l'A.L.N., exprimant théoriquement les vues d'une grande partie des maquis et représentant officiellement un fort contingent de combattants, veulent étudier les moyens de réaliser l'entente entre ceux qui, dans chaque camp, se battent véritablement sur les fronts politique et militaire pour l'émancipation de l'Algérie. »

Dans un cliquetis d'armes

Debré est averti, le général alerté. « Soit, décide-t-il, on ne peut écarter des hommes qui viennent parler de paix. »

Bernard Tricot représentera l'Élysée, le colonel Mathon, le premier ministre. Delouvrier et le général Challe organiseront les contacts dans le plus grand secret. Avec un à-propos prémonitoire, l'opération est baptisée « Tilsit ».

Premier rendez-vous le 28 mars à 18 h 30 à la préfecture de Médéa : Lakhdar, Halim et Abdellatif font part aux envoyés du gouvernement de leur intention de cesser le feu.

Le 31 mars, deuxième entrevue : devant l'ambiance de la première réunion et les propos tenus, le général de Gaulle décide de poursuivre la conversation.

Dans l'A.L.N., le cercle des initiés s'élargit; on quête l'approbation de tout le monde; il y a, bien entendu, des réticences à vaincre.

Heux suit attentivement les conciliabules qui se tiennent au sein de la wilaya. J'en rends compte. Delouvrier me précise : « Vous me représenterez aux prochaines réunions. Je préfère ne pas laisser Tricot tout seul. »

Le 15 avril, message éloquent de Si Salah au G.P.R.A., dont voici les principaux extraits : « Puisqu'il semble définitivement établi que nous n'entretiendrons entre nous qu'un langage de sourds, nous nous permettons de vous envoyer ce dernier message. Vous avez interrompu radicalement tout acheminement de compagnies et matériel de guerre depuis 1958. Nos propositions sont restées sans réponse. Nous vous avons alertés lors des tragiques événements de la wilaya 6... vous vous êtes dérobés au lieu de nous aider à résoudre ce douloureux problème. La wilaya 1 n'a pas de chef. La wilaya 3 également. Vous n'avez rien fait pour soulager cette dernière. La wilaya 1 et la wilaya 5 se pacifient et se constituent en autodéfense à une allure inquiétante... L'Algérie, devenue vaste champ de bataille, se caractérise, en wilaya 4 du moins, par les regroupements de toute la population. Vous avez tout le temps méconnu la situation du peuple et de l'A.L.N. Vous vous êtes fait une règle de nous cacher ce qui se passe à l'extérieur et c'est par l'ennemi que nous pouvons avoir une vue sur nos possibilités, notre potentiel militaire et humain à l'extérieur...

» Nous ne pouvons envisager aucune amélioration après la réunion à Tripoli du C.N.R.A. Vous vous êtes enlisés dans la bureaucratie. Nous constatons maintenant que le retard est irréparable. Vous avez voulu enrayer l'épuration de l'A.L.N. des faux révolutionnaires qui se vouaient à sa destruction. Pour le comble, vous nous annoncez qu'il faut vous encourager...

» Nous vous disons qu'à chacun ses responsabilités et qu'il n'y a pas lieu de renverser les rôles. Considérant que nos dernières suggestions sont restées sans suite, nous ne pouvons plus en aucune façon assister les bras croisés à l'anéantissement progressif de notre chère A.L.N. »

La fin d'une wilaya se lit dans ce message (1). Si certains ont pu craindre que les rebelles ne recherchaient qu'une trêve temporaire pour refaire leurs forces, comment douter à présent de leur sincérité? Les opérations, d'ailleurs, continuent. Au cours de l'une d'elles, déclenchée par un chef de nahia, Si Ali, qui vient de se rallier, Abdellatif est fait prisonnier par le colonel Drion, commandant le secteur de Damiette. On doit, discrètement, le relâcher.

A l'exception d'une troisième réunion qui se tiendra encore à la préfecture, toutes les autres se dérouleront au mess du secteur de Damiette. Les rendez-vous sont pris au détour d'une route, à l'orée

(1) Le télégramme contredit à un tel point les thèses des apologistes du F.L.N. que l'Élysée enverra un officier, le colonel Branet, pour vérifier son authenticité...



Azoulay/Paris-Match

◀ **Le général Challe : avec la mise en œuvre de son plan, les wilayas, l'une après l'autre, sont durement touchées. Traquées de toutes parts, à court de ravitaillement et de munitions, les katibas de la wilaya 4 sont décimées.**

Le colonel Alain de Boissieu, chef du cabinet militaire de Paul Delouvrier et gendre du général de Gaulle. Ses liens familiaux et sa modération permirent souvent, au cours de moments tragiques, d'éviter le pire. ▶

Keystone

◀ **Georges de Boissieu. C'est sous ses ordres que le colonel Jacquin, chef du Bureau d'études et de liaisons, dirigeait les opérations d'intoxication pour l'ensemble de l'Algérie et au sein des troupes de Tunisie et du Maroc.**

Edmond Michelet, garde des Sceaux. En raison de la compréhension qu'il a toujours montrée pour la cause du F.L.N., c'est lui que les chefs de la wilaya 4 choisiront comme interprète auprès du chef de l'État. ▼



J. de Potier/Paris-Match


Garofalo/Paris-Match

d'un bois, au bord d'un ruisseau : deux ou trois femmes accroupies, enveloppées dans un haïk discret; notre voiture ralentit, klaxonne; les femmes se redressent, leurs enjambées dévoilent des pantalons léopardés de parachutistes; elles bondissent dans la voiture dans un cliquetis d'armes qui s'entrechoquent.

Sur un S.O. « Bretagne »

Menées de notre côté par Bernard Tricot (1), les conversations progressent. Nos interlocuteurs expriment leur ressentiment envers le G.P.R.A. Ils font confiance à de Gaulle pour l'avenir d'une Algérie nouvelle, jouissant d'une large autonomie dans le cadre de la France. Ils ne sont pas obsédés par les problèmes politiques : « Les maquisards, dira Lakhdar, ne voient pas plus loin que le bout de leur mitraillette. » « Ils voient cependant naître sous leurs yeux, me confiera Si Salah, sous l'aiguillon de la rébellion et aussi sous l'impulsion de l'armée, une Algérie nouvelle, où les Français conserveront leur place, mais pas les Borgeaud ni les Laquière! »

Ils n'évoqueront à aucun moment les conditions de l'autodétermination ni la création d'un parti politique. Ils n'insisteront pas pour obtenir une neutralisation locale et temporaire ou un arrêt des opérations des forces de l'ordre. *Contrairement à ce qui sera parfois avancé, aucune promesse à cet égard ne leur sera faite.* C'eût été d'ailleurs incompatible avec le secret que l'Élysée entendait conserver. Je m'arrangerai simplement, *mais sans le leur dire*, pour alléger notre pression dans les régions où je sais que circulent leurs émissaires.

Les conditions d'un cessez-le-feu s'élaborent. Le 31 mai, les points d'accord suivants sont acquis (2) :

- Les fellaghas déposeront leurs armes dans les gendarmeries, pour « garde », euphémisme qui respecte l'amour-propre des maquisards;
- Ceux-ci retourneront dans leurs villages; ceux qui le souhaiteraient pourront s'engager dans les forces de l'ordre ou rejoindre des centres de formation professionnelle pour être employés dans le cadre de grands travaux;
- Les hommes coupables de meurtres seront placés sous surveillance ou éloignés en France jusqu'à l'arrêt complet des hostilités;
- Pour les prisonniers et les internés, les chefs rebelles font confiance à la France : ils admettent qu'une libération massive ne pourrait intervenir que dans le cadre d'un cessez-le-feu général.

Avec dignité, nos interlocuteurs ne s'inquiètent absolument pas de leur propre sort.

Mais leur grand souci est d'échapper à l'accusation de trahison, accusation qui leur ferait perdre toute audience.

Ils demandent à rencontrer Ben Bella, qui reste l'idole des jeunes fellaghas. Refus de Paris (3).

Les chefs de la wilaya 4 veulent surtout associer à leur projet le maximum de combattants. Le capitaine Heux suit parfaitement l'extension du « degaullisme », qui déborde largement sur les wilayas voisines. Si Salah est certain d'amener la Kabylie à partager ses vues. Pour obtenir une adhésion en chaîne de toute l'Algérie, il cherche les meilleurs atouts.

L'audience des chefs rebelles, pense Tricot, ne gagnerait-elle pas à une entrevue avec le général de Gaulle? Ce serait assurément une caution irréversible.

De Gaulle accepte de recevoir les émissaires de la wilaya 4.

Si Salah, Lakhdar et Mohamed (4) se rendront à Paris pour rencontrer, leur dit Tricot, « l'un des principaux responsables de la France ».

Son nom n'a pas été prononcé, mais c'est bien à de Gaulle que pensent les chefs rebelles.

Le 9 juin, après un voyage en hélicoptère où nous leur faisons survoler le port d'Alger grouillant de navires, une Casbah toujours colorée, qui n'est pas en ruine, les collines qu'escaladent les chantiers, ils embarquent sur un S.O. *Bretagne*. Personne n'est armé, mais comme « ils pourraient nous faire, ironise Tricot, le coup de Ben Bella », deux gendarmes de l'air, en civil, accompagnent les voyageurs.

Des coureurs de djebel à l'Élysée

Après une nuit passée à Rambouillet, c'est, le lendemain soir, le voyage à Paris : l'autoroute de l'Ouest, le bois de Boulogne, l'Arc de triomphe, les Champs-Élysées qui s'illuminent... Très impressionnés, les trois chefs de l'A.L.N. se trouvent devant le général de Gaulle qui les attend, debout derrière son bureau. Ils lui font le salut militaire. Derrière les tentures, entre les portes discrètement entrebaillées, le général Nicot et quelques « gorilles »...

« J'avais préparé un petit discours, me dira Si Salah, mais j'étais si ému que j'ai laissé parler mon cœur. »

Brièvement, les rebelles exposent leurs intentions. Le général rappelle ses propositions du 16 septembre 1959 : les Algériens choisiront librement leur destin. Mais il faut que les combats cessent. Le cessez-le-feu envisagé est honorable pour ▶

(1) Le colonel Mathon et moi-même n'interviendrons qu'avec beaucoup de discrétion.

(2) Avec son extrême dignité, son sang-froid imperturbable, ses permanentes références au chef de l'État qu'il présente adroitement comme un arbitre, Tricot s'est montré fort habile.

(3) Ben Bella, on ne l'ignorait pas, aurait plutôt multiplié les exigences que conseillé la modération.

(4) L'adjoint militaire, qui s'est jusque-là tenu en marge des conversations.

à 25 km de Tizi-Ouzou, près d'un groupe de gourbis, Si Salah et ses am

Carone/Paris-Match

tout le monde, mais le feu doit cesser partout et pas seulement en wilaya 4. Il va donc faire un nouvel appel au G.P.R.A. Il en donne la teneur. Si la réponse de l'extérieur n'est pas favorable, on passera à l'exécution du plan convenu.

Toujours soucieux d'élargir son entreprise, Si Salah demande à se rendre en Kabylie : de Gaulle acquiesce. Il voudrait aussi aller à Tunis. Refus (1). Le général propose de faire passer au G.P.R.A. tout message qui plaira à Si Salah!

Le général évoque l'Algérie, son avenir, l'aide de la France...

L'audience prend fin.

« Nous combattons les uns contre les autres; c'est pourquoi je ne vous serre pas la main, mais je vous salue », dit le général de Gaulle.

(1) Dans l'esprit de Si Salah, c'était le voyage de la dernière chance. « C'est sans grand espoir, dira-t-il, mais le G.P.R.A. averti, nous aurons les mains plus libres pour mettre les autres wilayas au courant de notre plan. » Ne serait-il pas revenu?



***Ci-dessus :* le général de Gaulle. *Ci-dessous :* Si Salah, que ses *djounoud* nomment parfois ironiquement « de Gaulle » en raison de sa haute taille. Il émane de lui une certaine douceur. Douceur trompeuse car il a sur la conscience l'exécution de plusieurs centaines de ses hommes.**

« Êtes-vous satisfaits? » interroge Tricot.

« Oui », répondent les chefs de la wilaya encore sous le coup de l'émotion.

Retour à Médéa le 11 juin. Si Salah, qui a réfléchi, me dit, soucieux : « Le général de Gaulle va faire une démarche inutile : le G.P.R.A. ne répondra pas ou répondra à côté. »

Le colonel Mathon me glisse : « J'ai l'impression que c'est raté! »

« De toute manière, dit Tricot en aparté, de belles « purges » se préparent. »

Que faire en attendant l'allocution annoncée pour le 14 juin? Que proposera exactement le général?

« Bien malin, dit Tricot, qui peut savoir ce que le général va dire. Personne n'a envie de le lui demander. En tout cas, nous ne pouvons rien faire qui puisse le gêner dans sa politique. »

Nous convenons de nous revoir après le 14 juin. Le 12, le colonel Drion, seul, rencontre tous les chefs de la wilaya dans une mechta de la montagne. Ils sont entourés de combattants, pas autrement surpris de voir ce colonel français au milieu d'eux : l'idée du cessez-le-feu a fait son chemin. Pourtant, Si Salah et ses



Rambouillet. C'est dans un pavillon de chasse isolé ▶ au milieu du parc et qui a l'habitude d'accueillir les invités de la présidence de la République, que sont conduits les chefs de la wilaya 4, directement de Villacoublay. L'atmosphère est bonne, détendue. Aucune surveillance, aucun garde à proximité.

amis ont réfléchi, ils expriment leur déception : « On les a bien reçus, mais on n'a rien conclu. Au contraire, on passe la parole au G.P.R.A... »

14 juin. Le chef de l'État dit : « Une fois de plus, je me tourne, au nom de la France, vers les dirigeants de l'insurrection. Je leur déclare que nous les attendons ici pour trouver avec eux une fin honorable aux combats qui se traînent, régler la destination des armes, assurer le sort des combattants. Après quoi, tout sera fait pour que le peuple algérien ait la parole dans l'apaisement. La décision ne sera que la sienne. »

Le 18 juin, nouvelle réunion à Damiette. Convaincu que le G.P.R.A. ne se prêtera pas à une négociation sincère, Si Salah propose de se rendre en Kabylie pour contacter Mohand Ou el-Hadj. Pouvons-nous l'aider? Oui; j'accompagnerai personnellement Si Salah en Kabylie (1). Nous prenons rendez-vous. Si Salah repart pour sa montagne. Il est 18 heures.

Le soleil décline, la fraîcheur revient sur ce petit village de Damiette. En face du mess, une modeste ferme aux effluves campagnards. Devant nous, un vieux paysan, un Européen au visage tanné, fait virer, tirée par deux bœufs, une odorante charrette de foin. Tricot et moi nous nous dévisageons. « Eh oui! murmure-t-il après un bref silence, les Européens. C'est un grave problème! C'est le seul problème! »

(1) Il n'est toujours pas question de neutralisation; la question ayant été évoquée en présence de Delouvrier, celui-ci avait sèchement répliqué : « Les opérations doivent se poursuivre. J'en suis seul responsable! »

Le 21 juin, nous cueillons (2) Si Salah près de Médéa, sur le bord de la route. Il est escorté de Halim et d'un garde du corps, tous en tenue de para et armés sous un haïk immaculé. A 18 heures, nous prenons un en-cas dans une annexe du mess des officiers de Tizi-Ouzou. La nuit approche. Nos deux voitures empruntent la route conduisant au Tamgout. Une pointe de regret dans la voix, Si Salah constate : « Il y a deux ans, nous serions vite tombés dans une embuscade! »

A 25 km de Tizi-Ouzou, près d'un groupe de mechtas où nous savons qu'un guide peut les conduire jusqu'à Mohand Ou el-Hadj, nous lâchons nos « amis » qui plongent dans la nuit.

(2) Je suis accompagné du colonel Bouchard, chef du 2e bureau du C.A. d'Alger, pour aplanir les difficultés qui pourraient survenir.

J'ai confié à Si Salah deux adresses de postes où il pourrait se faire reconnaître et me toucher.

Je ne reverrai plus le chef de la wilaya 4.

Avant de quitter l'Algérois, Si Salah poste, à Blida, à l'adresse du *Monde*, du *Journal d'Alger* et de *l'Écho d'Alger*, un communiqué : « La wilaya 4 décide de mettre un terme aux attentats contre les civils. » Les journaux d'Alger publient; *le Monde* interroge la Délégation générale, bien embarrassée; elle ne peut rien expliquer mais ne veut pas non plus décourager *le Monde*, si attaché à tout ce qui peut favoriser la paix : il passera donc le communiqué de la wilaya 4.

Par les intelligences que le capitaine Léger entretient dans son entourage, nous apprenons que Mohand Ou el-Hadj a réservé à Si Salah un accueil cordial. Le « Vieux » n'est pas un fou furieux; nous avons, l'an dernier, libéré sa femme, arrêtée dans une opération de nettoyage. Nous interceptons son fils, « lieutenant » de l'A.L.N. (3), qui confirme que son père, après sondage des cadres, accepte de se joindre à la démarche de Si Salah... mais il convient d'attendre ce qui sortira de Melun!

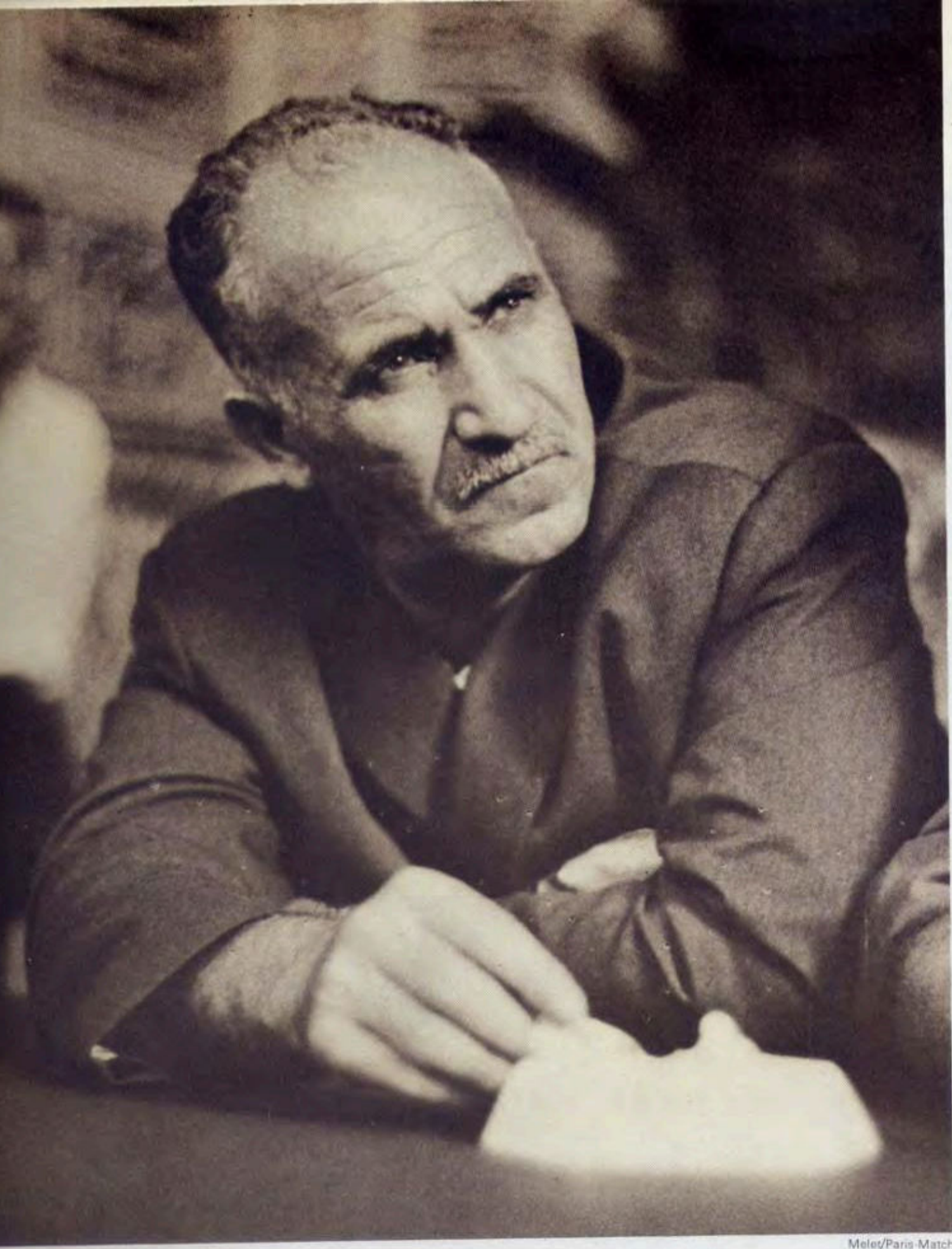
Le 20 juin, en effet, le G.P.R.A. « décide d'envoyer une délégation présidée par Ferhat Abbas pour rencontrer le général de Gaulle. Il dépêche un responsable à Paris pour organiser les modalités du voyage ». Très vite, ce responsable, Boumendjel, prétend transformer sa mission préparatoire en une tournée de propagande. Comment pouvait-on nourrir des illusions?

Boussouf, dans un télégramme intercepté en novembre, ne disait-il pas : « Si ▶

(3) Je le fais également libérer.

Sadek *(à gauche)* et Azedine, un des premiers chefs de l'A.L.N. à jouir d'une liberté de mouvement. Les militaires français comptaient sur lui pour rallier ses anciens compagnons d'armes toujours en activité dans les djebels.





◄ **Mohand Ou el-Hadj, chef de la wilaya 3. Si Salah se rendra en Kabylie pour le rencontrer et essayer de l'amener à ses vues. Jacquin l'accompagnera. Dans la nuit, sans escorte, deux voitures foncent ... et les chefs F.L.N. sont largués près d'Aït-Ouanech.**

Melet/Paris-Match

Michelet a fait savoir à Krim Belkacem que la wilaya 4 proposait un cessez-le-feu

des pourparlers s'ouvraient, le G.P.R.A. n'a pas l'intention de les mener à bien, mais de les rompre dès qu'une ou deux garanties auraient été obtenues. Les colonialistes seraient obligés de les reprendre. On ne discutera du cessez-le-feu que lorsque toutes les garanties politiques et économiques (1) auront été acceptées par la France. »

Le 26 mars, quarante-huit heures avant la première réunion de Médéa, Michelet a fait savoir à Krim Belkacem que la wilaya 4 proposait un cessez-le-feu séparé (2).

Compte tenu de l'état de ses relations avec cette wilaya, le G.P.R.A. n'est pas trop surpris. Il décide d'envoyer sur place le chef de son 2e bureau, Ben Chérif (3), pour enquête... et épuration.

Pour le F.L.N., il s'agit donc de gagner du temps. Si Salah nous avait prévenus, « une acceptation du G.P.R.A. ne pourrait être qu'une feinte ».

Et Melun est un échec.

En wilaya 4, la situation évolue très vite. L'apparition de Ben Chérif déclenche un processus de rétractation qui tourne au drame. Nous savions, sans en connaître les motifs, la prochaine arrivée de Ben Chérif. Paris en avait été averti le 14 avril.

On l'arrêtera près d'Aumale en octobre. Il prétend être arrivé en wilaya 4 le 25 août. Or il porte au doigt une alliance ayant appartenu à Halim et aux pieds des pataugas... que nous avions fait tenir à ce dernier! Confondu, il avoue avoir assassiné Halim... Il donne de son périple en Algérie un itinéraire fantaisiste. Or Krim Belkacem, en 1965, affirmera que Ben Chérif, aidé par un avocat et doté d'une carte de travailleur émigrant, avait quitté Tunis en mai, en avion, pour Paris, puis Alger, où un musulman, membre du cabinet du procureur général, devait lui fournir laissez-passer et facilités...

La rapidité des hautes interventions en faveur de Ben Chérif arrêté donne corps aux révélations de Krim Belkacem. Alors que le colonel Leguay, commandant le secteur d'Aumale, se prépare à faire fusiller au petit matin l'officier félon et assassin, Paris, averti, intervient. Le général de Gaulle donne l'ordre de transférer Ben Chérif d'urgence, par avion, sur Rennes... où il ne sera jamais jugé (4)...

Mohamed, l'adjoint militaire, tourne casaque. Lakhdar et Abdellatif sont exécutés à leur tour. Si Salah sera arrêté à son retour en Kabylie. Il ne tiendra pas compte de mes mises en garde. Peut-être a-t-il choisi de ne pas se dérober, de s'expliquer sur ses projets (5).

L'opération « Tilsit » est terminée. C'est — pourquoi ne pas en convenir? — une occasion manquée; une occasion qu'on dissimulera longtemps sous le voile d'un secret d'État.

Au moment du procès Challe, Delouvrier me dira :

« Croyez-vous que la réussite de cette affaire aurait mis un terme à la guerre d'Algérie? »

« Si le général de Gaulle n'était pas convaincu de son importance, pourquoi a-t-il, dès lors, reçu lui-même Si Salah et ses adjoints? La négociation pouvait rester au niveau de Tricot. Les chefs de la wilaya 4 n'ont jamais demandé à voir le général en personne. »

Le général de Gaulle savait que le G.P.R.A. avait été averti de ces contacts. N'en a-t-il pas brandi secrètement la menace pour amener le G.P.R.A. autour du tapis vert? On a lâché la proie pour l'ombre qu'aura été Melun. **H**

Général JACQUIN (C.R.)

(1) C'est la première fois que le F.L.N. évoque des « conditions économiques ». Il s'agissait, dans son esprit, de réparer les dommages de cent trente années d'occupation...

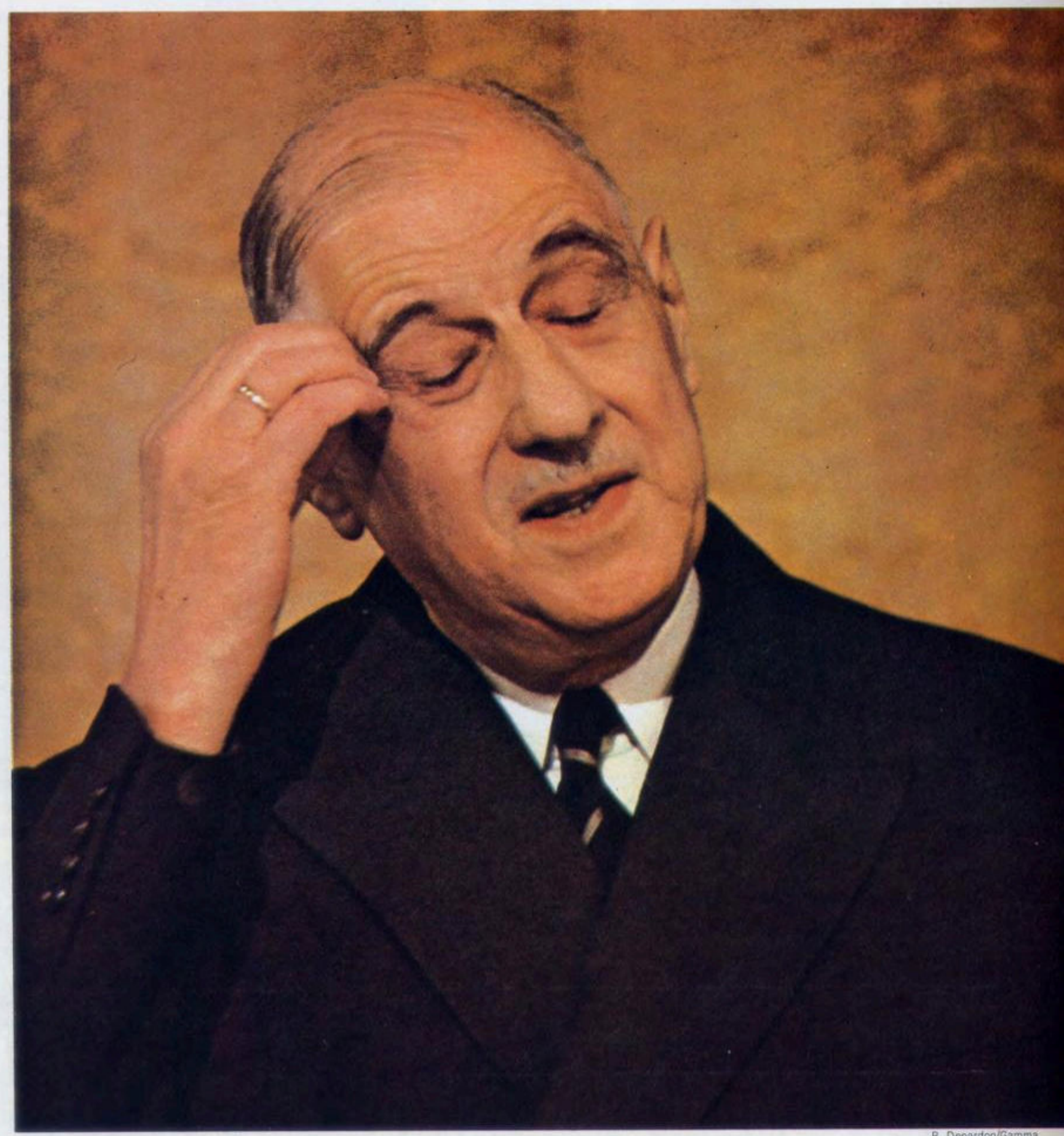
(2) Confidence de Krim Belkacem faite, en 1965, en présence du lieutenant-colonel Ali Ahmed.

(3) Ben Chérif, d'une grande famille de notables, aspirant au 1er R.T.A., avait déserté après avoir égorgé, de sa main, une vingtaine de ses soldats qui avaient refusé de le suivre en dissidence. Chef du 2e bureau de Krim, il avait participé à la répression du « complot » des colonels de la base de l'Est. Les combattants l'appelaient le « bourreau de Den-Den », un camp d'internement de sinistre réputation. Ben Chérif commande aujourd'hui la gendarmerie algérienne.

(4) A un officier s'étonnant devant lui de cette mansuétude, Messmer répondra : « Le G.P.R.A. nous a fait savoir que si nous exécutions Ben Chérif, il procéderait de son côté à l'exécution d'otages qu'il détient. »

(5) Il ira, sous bonne garde, de refuge en refuge, en attendant son transfert en Tunisie. Il serait tombé dans une embuscade des troupes françaises le 20 juillet 1961. Mohamed sera tué à Blida, le 8 août, dans une opération « ponctuel » du 11e « choc ».

IL ÉTAIT UNE FOIS UN VIEUX PAYS...



R. Depardon/Gamma

Le 14 juin 1960, le chef de l'État prononce une nouvelle allocution qui se veut sereine et, dans l'exposé de la situation économique et sociale, résolument optimiste. Elle commencera comme un conte de fées : « Il était une fois... »

Le 14 juin 1960, toute la France vit dans l'attente de l'événement. Dans la soirée, le général doit s'adresser au pays par la radio et la télévision. Une fois de plus, on attend le prodigieux acteur, une fois de plus on sait que l'allocution va prendre les dimensions d'un acte politique. Mais, cette fois, la curiosité, l'impatience sont plus vives que jamais. A n'en pas douter, le régime traverse une crise, se trouve à un tournant difficile et on se demande comment le général va conjurer les démons qui rôdent autour de la Ve République.

De fait, le printemps est particulièrement agité et la fermentation concerne tous les domaines. Sur le plan social, la crise qui a débuté dès février vient de culminer le 1er juin avec l'ordre de grève générale des fonctionnaires et des agents des services publics, soit 1 300 000 salariés de l'État. Certes, le mouvement n'a pas eu l'ampleur souhaitée. La S.N.C.F., la R.A.T.P. sont restées à l'écart, préférant ▶

l'allocution télévisée d

Keystone

Chandernagor. Le 5 mai, le député a pris vivement à partie Michel Debré : « Le régime évolue vers l'amenuisement de nos pouvoirs. De vos pouvoirs aussi, monsieur le premier ministre... Vous n'aspirez plus, devant l'Histoire, qu'à l'auréole du martyr de la fidélité... »



Courrière/Paris-Match

Guy Mollet : une vive controverse avec Debré.



Tesseyre/Paris-Match

Jacques Soustelle : dénonce les ambitions soviétiques.



Cartier-Bresson/Magnum

Bourgès-Maunoury : partisan de l'Algérie française.

Robert Lacoste. Autour de lui se sont groupées un ▶ certain nombre de personnalités d'origines politiques diverses pour envisager une action commune : un colloque se réunira à Vincennes qui aboutira à un manifeste solennel en faveur de l'Algérie française.

s'en tenir à leurs actions particulières. Il n'en reste pas moins que le mécontentement social, qui concerne largement le secteur privé, tranche avec le calme observé l'année précédente.

Il y a encore le malaise politique. Celui-ci s'est manifesté par le dépôt d'une motion de censure, le 5 mai, qui a recueilli les suffrages de 122 députés, dont quelques M.R.P. et indépendants. L'approbation des nouveaux accords avec Madagascar et le Mali a encore donné l'occasion à la fronde parlementaire de se manifester. On attend un débat difficile au Sénat. L'origine de ce malaise est claire. Abstraction faite d'une certaine nostalgie des jeux de la IVe République, que l'on ne saurait négliger, c'est l'avilissement du Parlement, le rôle prépondérant joué par le président de la République qui sont en cause et qui paraissent en contradiction avec le texte de la Constitution de 1958.

Quant à Guy Mollet, il a voulu se placer sur un plan plus élevé : « Jamais, au cours de nos discussions sur la Constitution, il n'a été dit, ni même sous-entendu, que le président de la République pourrait être chargé de dégager, de fixer une politique. Lui-même, alors, refusait ce rôle. Le président de la République n'est pas l'exécutif. Ce n'est pas une monarchie que nous avons voulu faire. Ce que doit être le président, ce qu'il voulait être, c'est un arbitre, non pas un arbitre de la politique, mais un arbitre entre les formations politiques. »

Enfin, il y a toujours l'Algérie et, sur ce problème, les Français ne cessent de se déchirer davantage. Au mois de juin, l'action des partisans de l'Algérie française redouble d'intensité et se manifeste sur plusieurs plans. Au Parlement, le député indépendant Le Pen, au cours d'un débat passionné, réclame la libération de Lagaillarde, en se plaçant sur le plan de la stricte légalité. Si la proposition est rejetée par 268 voix contre 165, le scrutin n'en traduit pas moins le trouble des esprits. Significatif a été le vote des indépendants, 77 ont voté pour, 40 se sont abstenus, 4 seulement ont voté contre.

L'action des « intégristes » se manifeste encore dans la presse ou par le 33e congrès des officiers de réserve, qui se tient à Évian les 6 et 7 juin. Celui-ci s'achève par l'annonce de la création d'un « centre d'étude de défense nationale », qui ne dissimule pas son intention de regrouper, dans les départements, tous les partisans de l'Algérie française hostiles à la personne du chef de l'État.

Enfin, indépendamment des déclarations de Bidault, Jacques Soustelle évoque, le 2 juin, au cours d'une conférence, « le destin de l'Algérie et de l'Orient après l'échec de la conférence au sommet ». Dénonçant les ambitions soviétiques, il oppose à une Europe s'étendant de l'Atlantique à l'Oural, une Eurafrique appuyée sur la « plate-forme algérienne ».

Le souffle du destin

Même à gauche, l'Algérie française conserve ses partisans, c'est ce qui ressort du colloque de Vincennes, où des personnalités comme Lacoste, Bourgès-Maunoury, Max Lejeune, Albert Bayet, Jules Romains dénoncent « la mentalité totalitaire du F.L.N. » et estiment que la seule solution conforme aux réalités est le maintien de l'Algérie dans la République française.

Il ne s'agit là, en réalité, que d'exceptions, même si elles paraissent notables. En gros, la gauche se retrouve sur la question algérienne et incline vers la « paix négociée ». Le 1er juin, l'U.N.E.F. renoue avec l'Union des étudiants musulmans d'Algérie, « par volonté de favoriser une réconciliation de la France avec la nation algérienne », et préconise des négociations directes avec le F.L.N.

Au total, c'est toute l'orientation de la politique du régime qui se trouve mise en cause. Les salariés, comme les cultivateurs au début de l'année, refusent de faire les frais du rétablissement économique et de la solidité d'une monnaie considérée surtout comme un gage d'indépendance nationale. Enfin, les hommes politiques les plus notables s'inquiètent de la marche vers un régime de style présidentiel qui étouffe le Parlement, avec la complicité du bastion U.N.R. Jamais, peut-être, une intervention du chef de l'État n'a paru plus nécessaire.

L'allocution débute à la manière d'un

général de Gaulle, le 14 juin, débute à la manière d'un conte de fées



Deutsh/Paris-Match

conte de fées. « Il était une fois un vieux pays, tout bardé d'habitudes et de circonspection... Il s'était, après de grands malheurs, comme replié sur lui-même. Il avait peu de charbon, point de pétrole. Son industrie souffrait de routine, son agriculture restait figée, sa population n'augmentait plus. Dans le doute et l'amertume que cette situation lui inspirait vis-à-vis de lui-même, les luttes politiques, sociales, religieuses, ne laissaient pas de le diviser... » Mais, bientôt, par un coup de baguette magique, c'est un tout autre tableau qui s'esquisse, s'ébauche, prend forme, singulièrement optimiste, celui-là. En l'espace de deux ans, la France vient de connaître un redressement sans précédent. Le spectre de la guerre civile s'est évanoui, « le choix est fait, le développement est en cours », le pouvoir d'achat moyen doit s'élever de 4 % annuellement. « Cela veut dire que, dans vingt ans, la France, à moins de catastrophe, sera deux fois plus prospère qu'à présent. » Le progrès est dans tous les domaines, démographie, infrastructure, enseignement... « Nos universités accueilleront, avant dix ans, six cent mille étudiants, alors que trente mille seulement s'y inscrivaient en 1900. Une énorme métamorphose s'accomplit sous nos yeux. »

Le problème de la Communauté est abordé avec la même sérénité. Il faut se résoudre à la marche de l'Histoire même si l'on ressent « la nostalgie de ce qui était l'Empire, tout comme on peut regretter la douceur des lampes à huile, la splendeur de la marine à voile, le charme du temps des équipages ». Reste l'Algérie, problème vieux de cent trente ans. L'autodétermination est réaffirmée, le choix sera complètement libre, des observateurs pourront s'en assurer. De Gaulle ponctue chaque phrase du poing sur la table.

Soudain, le ton change encore, devient plus grave. Ce n'est plus tout à fait l'appel à la « paix des braves », « les couteaux au vestiaire », le « drapeau blanc des parlementaires ».

« Une fois de plus, je me tourne, au nom de la France, vers les dirigeants de l'insurrection. Je leur déclare que nous les attendons ici pour trouver une fin honorable aux combats qui se traînent encore, régler la destination des armes, assurer le sort des combattants. Après quoi, tout sera fait pour que le peuple algérien ait la parole dans l'apaisement... » Quelques mots encore, l'allocution se termine, *la Marseillaise* retentit.

Une fois de plus, le charme a joué. Nombre d'auditeurs se sont laissé entraîner par le souffle et les promesses du destin. Pourtant que de points restés dans l'ombre! Rien, pas la moindre précision sur les problèmes sociaux en cours. Pas la moindre allusion à la répartition des richesses nouvelles. Pas un mot à l'égard des plus défavorisés. Rien non plus sur l'orientation des institutions. Le problème de la Communauté s'y prêtait pourtant. Une fois de plus, le complexe du père a joué et l'allocution s'est achevée sur un suspense. Le contact ne va-t-il pas s'établir? Un cessez-le-feu n'est-il pas sur le point de se produire?

De fait, pour le général de Gaulle, les conditions d'un arrêt des combats consi-

le G.P.R.A. consentira-t-il à un processus qui risque de le dépo

P. Habans/Paris-Match

Ci-dessus : le 1er juin 1960, une grève générale des fonctionnaires est lancée par l'ensemble des organisations syndicales : F.O., C.G.T., C.F.T.C. autonome et F.E.N. L'ordre de grève est adressé non seulement aux fonctionnaires, mais aussi aux agents des services publics et de santé, au total 1 300 000 salariés de l'État. La grève se déroulera dans le calme. *Ci-dessous* : réunion des secrétaires des diverses fédérations.



G. Géry/Paris-Match

déré comme la première phase d'un processus conduisant à l'autodétermination, n'ont jamais paru plus favorables. Cette conviction, le chef de l'État la tient de l'évolution de la situation et du réexamen complet de l'affaire d'Algérie auquel les membres de son cabinet se sont livrés depuis l'affaire des barricades. Au début de juin, le général s'est trouvé en possession d'un dossier solide qui doit permettre de calmer la crise algérienne et de sortir de l'enlisement.

De ce réexamen, toute solution conduisant à l'intégration est définitivement écartée. L'hypothèse de travail repose uniquement sur une Algérie autonome étroitement associée à la France. Mais deux voies semblent ouvertes pour atteindre ce résultat. La première démarche suppose l'impossibilité d'aboutir à un cessez-le-feu négocié avec le F.L.N. dans un avenir proche. Il faudrait alors mener la pacification pratiquement jusqu'à son terme, même si des cessez-le-feu locaux sont susceptibles d'intervenir. Il faudrait encore développer la promotion musulmane de manière que les élus locaux puissent assurer eux-mêmes l'autonomie départementale ou régionale, voire le fonctionnement d'un premier gouvernement algérien.

Le recours à l'autodétermination reste, en effet, maintenu et doit conduire, comme le souligne alors Bernard Tricot, au « développement d'un processus de forme démocratique tendant à faire consacrer par les Algériens une politique voulue et conçue par nous ».

Tout dépend donc de la possibilité de dégager une élite musulmane représentative, capable d'assurer la politique d'autodétermination sur la base des garanties données par la France, mais sans ou contre la volonté du F.L.N.

Cette solution n'en comporte pas moins de graves inconvénients. Les contacts pris par les envoyés du chef de l'État au cours des premiers mois de 1960 se sont révélés décevants. Qu'il s'agisse d'élus locaux, de fonctionnaires, de cadis, de moniteurs, de

membres de professions libérales, tous sont des nationalistes modérés, même ceux que les fiches définissent comme « représentants valables d'une éventuelle troisième force ». Tous avouent leur lassitude du présent, mais considèrent que rien ne peut être fait sans un accord préalable entre la France et le F.L.N. Dans ces conditions, l'autodétermination risque de conduire à « un organisme artificiel et sans autorité », avec comme arrière-plan la poursuite de la guérilla et du terrorisme, même larvés. La continuation de la guerre ne peut qu'être préjudiciable à la situation de la France dans le monde et empêcher toute politique diplomatique d'envergure. La France ne serait donc pas vraiment libérée du fardeau algérien.

Le désarroi de l'A. L. N.

Les études remises au chef de l'État, en mai-juin 1960, conduisent donc à la nécessité d'aboutir à un cessez-le-feu, à un accord avec le G.P.R.A., et force est de constater que les conditions de l'heure paraissent favorables. Il y a d'abord les progrès spectaculaires de la pacification qui ne peuvent qu'impressionner le F.L.N. et lui enlever tout espoir d'aboutir à un résultat quelconque sur le terrain. Il reste bien entendu, cependant, que la pacification ne constitue pas une fin en soi. Au cours de sa « tournée des popotes », le chef de l'État a nettement rappelé qu'il était le seul à voir les problèmes dans « leur ensemble » et que le corps des officiers lui devait obéissance.

L'affaire Si Salah constitue un second élément favorable. Elle traduit la lassitude, voire le désarroi des combattants de l'intérieur, mais ne peut prétendre, elle non plus, apporter une solution véritable au problème algérien, politique avant tout. L'entrevue entre de Gaulle et les chefs de la wilaya 4 a surtout tourné autour d'une mise en garde destinée au G.P.R.A.

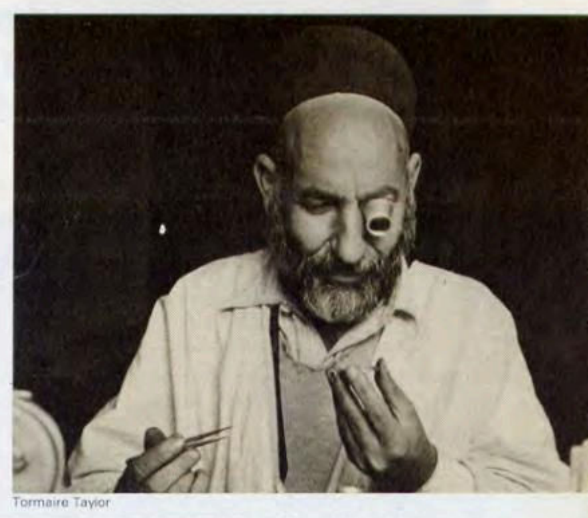
La fatigue, l'affaissement même de l'A.L.N. doivent donc conduire Tunis à un cessez-le-feu et à un accord transitoire sur les modalités du recours à l'autodétermination. Quel que soit l'affaiblissement du F.L.N., cet accord apparaît comme indispensable. C'est le seul moyen de mettre fin véritablement aux combats, compte tenu de l'énorme audience que le Front conserve encore auprès des masses algériennes. Mais la promotion musulmane n'en sera pas pour autant interrompue.

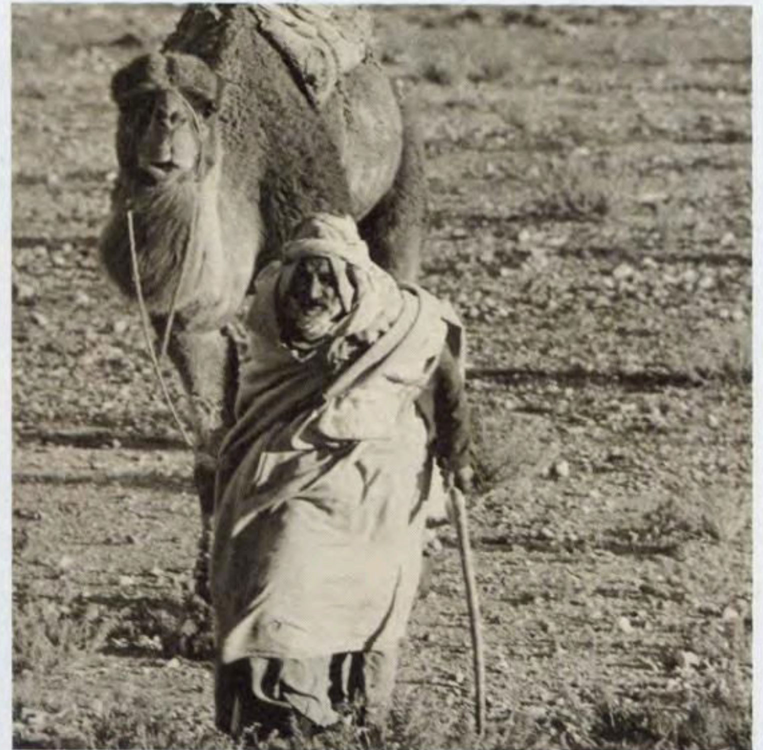
Il s'agit, dans une Algérie largement autonome, du moins au départ, de trouver non pas une troisième force, mais un contrepoids au radicalisme du F.L.N. Il s'agit, en un mot, de répondre aux vœux de la plupart des nationalistes modérés, qui souhaitent une Algérie libre, mais étroitement nouée à la France. A cet égard, les contacts pris par Bernard Tricot avec certains « interlocuteurs valables » ne manquent pas de netteté : « Entendez-vous avec le F.L.N. pour faire la paix et régler l'avenir, déclare l'un d'eux. Tâchez de le faire d'une façon qui ne voue pas notre pays au repliement sur soi ou à la domination d'un parti totalitaire, mais surtout, finissez-en. »

En tout cas, au début de juin 1960, le général de Gaulle a l'assurance de pouvoir aboutir à un règlement du problème algérien. La solution comporte trois étapes. D'abord, un cessez-le-feu valable et non susceptible d'être remis en cause. Ensuite, une phase transitoire qui permettra de renforcer le courant nationaliste modéré et de faire face au totalitarisme du F.L.N. Enfin, l'autodétermination, qui devrait conduire à un État libre, mais étroitement lié à la France. Deux éléments doivent favoriser ce processus : le désarroi de l'A.L.N. et l'apparition d'une nouvelle couche sociale algérienne.

Deux écueils n'en existent pas moins. La population européenne et l'armée ne conçoivent toujours l'avenir de l'Algérie que dans l'intégration et nombre d'initiés sont convaincus que l'affaire Si Salah peut conduire à un cessez-le-feu direct avec l'A.L.N., en dehors de Tunis. Quant au G.P.R.A. lui-même, consentira-t-il à un processus qui risque de le réduire à une simple force politique et de le dépouiller des résultats obtenus par six ans de combats et de sacrifices ? H

Philippe MASSON


Tormaire Taylor


F. Dumontet/Atlas-photo

Il semble que, malgré les déceptions et les remous politiques, le « petit peuple » d'Algérie, Européens et musulmans, n'ait pas retiré sa confiance au général de Gaulle. Ainsi, lors des élections cantonales, la participation électorale, en dépit des consignes du F.L.N. et des mouvements activistes comme le F.N.F., a dépassé toutes les prévisions. De plus, les listes U.N.R. (soutien au général de Gaulle) l'ont nettement emporté sur les listes intégrationnistes, surtout dans le bled. A Alger, toutefois, les candidats « Algérie française » sont, bien entendu, de loin les mieux placés.


Photothèque institut technique du vin

LE "VIEUX," ET LES "OF



Ce rivage désert : la plage des Salines, près de Dellys, en Grande Kabylie. Au printemps de 1960, la situation des combattants de la wilaya 3 est très difficile car ils ont été durement éprouvés par les forces françaises.

Au printemps de 1960, la situation des combattants de l'A.L.N. de la wilaya 3 est assez difficile. Le bilan statistique remis, à Alger, au successeur du général Challe, le général Crépin, lorsqu'il prend son poste de commandant en chef de l'armée française d'Algérie, affirme que, depuis l'opération « Jumelles » lancée en Kabylie, en juillet 1959, la wilaya 3 a perdu 50 % de ses effectifs (il ne lui reste plus que quelques centaines d'hommes), 50 % de son armement de guerre et 50 % de son armement de complément. A l'état-major général de l'A.L.N. à Ghardimaou, on conteste ces chiffres, mais on reconnaît que si les maquisards de la wilaya 3 combattent en sections dans la région montagneuse proche de Dellys, ils n'engagent que des unités très réduites (une vingtaine d'hommes) en basse Kabylie, dans le Djurdjura et dans les secteurs de Tizi-Ouzou et de Palestro.

Sur le plan politique, le conseil de la wilaya a assaini le climat en mettant fin aux épurations sanglantes qui avaient marqué la fin du règne d'Amirouche, mais les « opérations d'intoxication » montées par les services spéciaux du « Bureau d'études et de liaisons » (B.E.L.) pour entretenir la suspicion parmi les cadres moyens et supérieurs de l'A.L.N. sont parfois si habiles que même un leader aussi rusé que le chef de la wilaya 3, Mohand Ou el-Hadj, s'y laisse prendre et fait emprisonner comme « traîtres », sur la foi de faux rapports, des officiers ou des *djounoud* parfaitement innocents.

Les responsables du B.E.L. qui, sous les ordres du colonel Jacquin, exercent leurs activités dans les wilayas 5 et 6 (commandant Cathala), les wilayas 1 et 2 (capitaine Pillet) et la wilaya 4 (capitaine Heux) sont des officiers rompus à toutes les techniques de la guerre secrète, mais c'est le capitaine Léger (wilaya 3) qui, dans ce domaine, a la réputation d'être le spécialiste le plus redoutable. De plus, il connaît fort bien le terrain, ayant séjourné en Kabylie depuis de nombreux mois. Il a en face de lui un adversaire à sa taille, un homme à la fois résolu et astucieux, Akli Mohand Ou el-Hadj, celui que ses compagnons de lutte appellent familièrement « le Vieux », mais aussi « le Renard ».

Ce notable aisé, bijoutier au village de Bouzeguène, a rejoint l'A.L.N. dès novembre 1954, avec ses trois fils. Il a occupé, au maquis, des postes de plus en plus importants et, après la mort d'Amirouche, il a partagé un temps le pouvoir suprême, au commandement de la wilaya, avec le commandant Mira. Ce dernier est tombé à son tour, fin 1959. Avant sa mort, il a reproché à Mohand Ou el-Hadj d'éviter d'une manière trop systématique les affrontements entre ses soldats et les troupes françaises engagées, depuis l'été précédent, dans l'opération « Jumelles »,

ICIERS LIBRES"

mais « le Vieux » a très fermement défendu cette ligne prudente.

Les rapports ne sont pas excellents entre Mohand Ou el-Hadj et la direction F.L.N. de Tunis, à laquelle le chef de la wilaya 3 reproche son incapacité à organiser des transports d'armes arrivant jusqu'aux « wilayas centrales » (aucun convoi n'est arrivé en Kabylie depuis un an) et son acharnement à vouloir, en dépit de cette impéritie, s'occuper, malgré tout, des affaires intérieures des wilayas. Apprenant que le G.P.R.A. a décidé d'envoyer une « mission d'enquête » en wilaya 3 et en wilaya 4, il cite à ses adjoints un proverbe africain que lui a enseigné un vieux cheikh originaire des Territoires du Sud : « Si l'on veut savoir comment se cuit le riz, il faut être à l'intérieur des chaudrons, et non à l'extérieur. »

Cette contradiction entre Tunis et le commandement de la wilaya 3 est cependant exploitée par certains cadres locaux du F.L.N. entrés, depuis quelques semaines, en dissidence.

Le "Rouget"

Ces « officiers libres » — c'est le nom qu'ils se donnent —, ont quitté les maquis de la Grande Kabylie et se sont installés, avec leurs partisans, en Petite Kabylie, dans les zones 1 et 2 de la wilaya 3 — plus précisément dans la région Bougie-Djidjelli-Kerrata. Celui qui a la plus forte personnalité est le lieutenant Allaoua. Trois autres officiers l'ont rejoint dans son équipée : le lieutenant Sadek Ferhari, le sous-lieutenant Mohamed Ben Yahia et le sous-lieutenant Ahmed Kadri, qu'on appelle « le petit Mohammedi Saïd », à cause de sa piété bigote et de sa lourdeur d'esprit.

Le capitaine Léger s'intéresse beaucoup à cette dissidence, car il estime qu'elle pourrait s'étendre à d'autres zones si un « travail psychologique » efficace était mené par ses services auprès de certains combattants démoralisés.

Lorsque l'un des fils du chef de la wilaya 3 est capturé au cours d'un combat avec une unité de l'armée française, Léger l'a retiré *in extremis* des mains des hommes du D.O.P. (détachement opérationnel de protection), l'a fait soigner à Alger, à l'hôpital Maillot, et lui a fait donner le traitement de faveur réservé aux prisonniers de marque. Le fils est autorisé à écrire à son père, une fois par semaine, et à recevoir une réponse par l'intermédiaire d'un garagiste d'Azazga.

Dans le jeu du responsable du B.E.L., la rébellion des « officiers libres » représente un atout de choix. Si la dissidence faisait tache d'huile, Mohand Ou el-Hadj se trouverait en effet dans une situation plus difficile, et il se montrerait sans doute plus disposé à traiter avec les autorités françaises.

Il est clair, cependant, que les « officiers libres » n'étendront leur influence que si le chef de la wilaya 3 subit des revers spectaculaires. C'est pourquoi de nouvelles opérations aux objectifs politiques autant que militaires sont envisagées par certaines unités de l'armée française opérant en Kabylie.

Le blocus de la population civile est renforcé dans certains secteurs où les hommes de Mohand Ou el-Hadj se montrent assez actifs, notamment dans les douars d'Ouled-Yahia-Moussa, d'Azefoune, d'Idjem et d'Aour-Zelaguène, et dans le secteur d'Azazga, que commande le colonel de cavalerie Huchet de Quentin. Là, le capitaine Léger remporte un succès.

(suite page 2408)



Keystone

Le 23 avril, Challe quitte son commandement ▶ où il est remplacé par le général Crépin *(photo)*, qui a succédé à Massu. Challe est parti le cœur plein d'amertume : il voulait veiller quelques mois encore à l'exécution des opérations si bien commencées.



Coll. Léger

Le capitaine Léger : le plus redoutable spécialiste de la guerre subversive. En Mohand Ou el-Hadj il trouvera un adversaire à sa taille. Léger nourrit l'espoir de voir un jour le vieux Mohand entrer, après négociations avec les autorités françaises, dans le processus de la « paix des braves ».

Meiet/Paris-Match

◀ Mohand Ou el-Hadj. Avec son visage buriné, et ses cheveux grisonnants, il ne manque pas de prestance et sa réputation de courage et de sagesse achève de lui donner dans toute la Kabylie, une autorité et un prestige inconstestés. Il est économe du sang de ses hommes, et ceux-ci lui en savent gré.



Le Djurdjura, au cœur de la Grande Kabylie. Cette chaîne de montagnes aux cimes hardies, aux pitons aigus, déchiquetés, donne au pays une allure alpestre, un aspect grandiose.

Cazaux



à partir du mois d'avril, la "guerre politiqu

Kahia

Camp d'Oued-Mellègue, en Tunisie. La Tunisie abrite le gros du corps de bataille de l'A.L.N., mais celle-ci se révèle incapable de forcer l'entrée du territoire algérien, bien verrouillé depuis le printemps de 1958.

(suite de la page 2405)

Il réussit à monter un piège dans lequel tombe un des principaux responsables locaux de la wilaya 3, connu sous le sobriquet de « Rouget ».

Mohand Ou el-Hadj ne se laisse pas abattre par cet échec et il organise promptement une riposte. Pour montrer que ses hommes peuvent encore faire preuve d'un certain mordant, il donne l'ordre à des unités légères de monter quelques opérations de harcèlement des troupes françaises; notamment près de Mirabeau, au pied du djebel Sidi-Ali-bou-Nab, et surtout dans le secteur de Bougie, au cœur même du fief des « officiers libres ».

Sur le plan politique, il réunit, précisément dans ce secteur, une conférence de cadres et de *djounoud* auxquels il tient des propos habiles : « Certains frères, explique-t-il, me reprochent de m'être embourgeoisé. Je regrette, pour ma part, ces accusations, mais je ne suis pas de ceux qui imposent leur point de vue sous prétexte qu'ils sont les chefs. Si mes adversaires sont sincères, qu'ils viennent présenter publiquement leurs critiques devant un tribunal de combattants ayant fait la preuve de leur courage et de leur civisme. Je répondrai à mes détracteurs et ce tribunal décidera qui a raison, d'eux ou de moi. Je prends l'engagement d'honneur d'accepter sa sentence, même si celle-ci est ma condamnation à mort. »

Ce langage porte, parce qu'il semble inspiré par une humilité très différente de l'autoritarisme que les dirigeants avaient fait régner dans la wilaya à l'époque d'Amirouche, et parce qu'il correspond bien à la tradition kabyle de la *djemaa*, l'assemblée très large tranchant les problèmes après un débat démocratique. Les « officiers libres », en revanche, se discréditent auprès de l'opinion lorsqu'ils refusent la proposition de Mohand Ou el-Hadj, et plus encore lorsque certains font exécuter des hommes qui refusent désormais de les suivre dans leur aventure.

Conscients de leur isolement, ils abattent leurs cartes dans leurs pourparlers avec le capitaine Léger : ils s'engagent à se rallier publiquement à la France, dans le cadre de la « paix des braves », pourvu qu'on leur donne l'assurance qu'ils conserveront leur grade et leur solde de sous-lieutenant dans des unités auxiliaires de l'armée française.

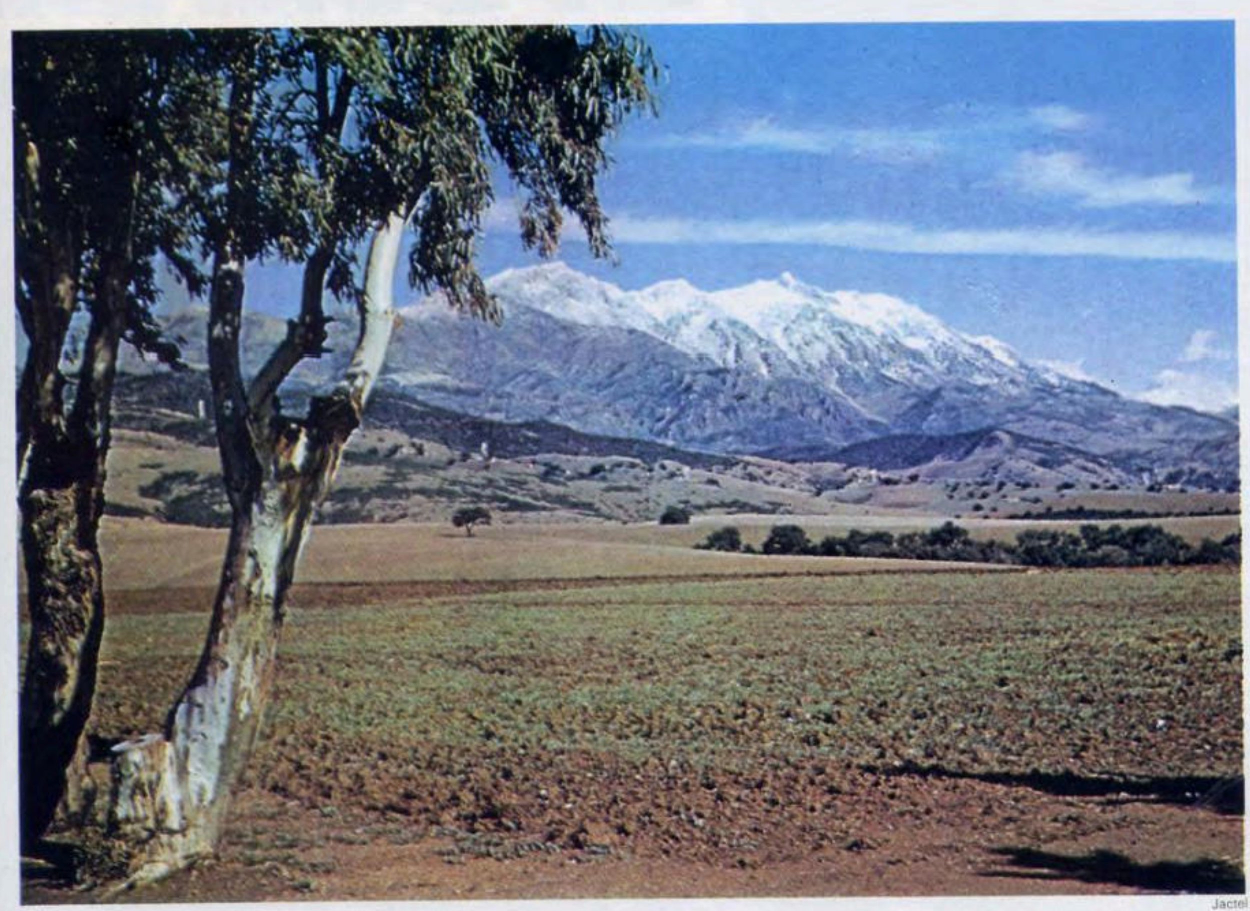
Léger n'accepte pas, pourtant, cette proposition. En ce mois d'avril 1960, les unités de la 10e division de parachutistes



P. Habans/Paris-Match

Toutes les wilayas ▶ ont été saisies, en 1959-1960, d'un doute quant aux possibilités, pour la révolution, d'aboutir jamais à un résultat décisif. D'où une série de complots et de purges ; d'où des ralliements en masse de musulmans. De Gaulle avait offert la « paix des braves », n'était-ce pas pour les combattants l'assurance d'une sortie honorable ?

rend nettement le pas, en Kabylie, sur la "guerre militaire"



◀ Le Djurdjura, en Grande Kabylie. Certains chefs dissidents locaux voudraient que le G.P.R.A. dépêchât une personnalité afin de réorganiser la wilaya et mettre fin aux privilèges dont, selon eux, jouissent les membres de son conseil, « tranquillement planqués dans leurs refuges de montagne ».

Jactel

Le cap Carbon, aux environs de Bougie. Les « officiers libres », ainsi que se nomment les chefs locaux dissidents, ont quitté le maquis de Grande Kabylie pour s'installer avec leurs partisans dans la région Bougie-Djidjelli-Kerrata, soit les zones 1 et 2 de la wilaya 3. ▼

G. Lepage

implantées en Kabylie sont relevées et la « guerre politique » prend nettement le pas sur la « guerre militaire ». Il faut dire que le chef de la wilaya 4, Si Salah, est alors en train de négocier avec les plus hautes autorités françaises un éventuel cessez-le-feu, et il n'est pas exclu qu'il se rende en Kabylie pour essayer de convaincre Mohand Ou el-Hadj d'accepter, en même temps que lui, au nom de la wilaya 3, la « paix des braves » offerte par de Gaulle. Essayer d'obtenir le ralliement du prestigieux leader kabyle devient, pour Léger, un enjeu plus important que tout autre et un objectif prioritaire. L'affaire des « officiers libres » doit donc être, selon lui, traitée dans cette optique. Le responsable du B.E.L. préfère, dans ces conditions, ne pas remporter un succès immédiat, mais secondaire, en menant à son terme l'opération de « récupération » des dissidents des zones 1 et 2 et exploiter plutôt la perspective de leur ralliement pour tenter de démoraliser le chef de la wilaya 3.

Il s'arrange pour faire savoir à Mohand Ou el-Hadj que les « officiers libres » s'apprêtent à trahir definitivement la cause du F.L.N. La nouvelle lui est communiquée, par des intermédiaires, avec le commentaire suivant : « S'il est lucide, le dirigeant de la rébellion en Kabylie doit bien voir que tout craque dans sa wilaya. Son combat est sans espoir. Le moment est venu d'une négociation honorable que le colonel pourra mener avec le haut commandement français dans des conditions dignes de son rang et de ses qualités, qui sont reconnues par tous. »

La manœuvre est ambitieuse, trop ambitieuse même. Mohand Ou el-Hadj, après avoir mûrement réfléchi, refusera, finalement, la proposition de Si Salah. « Le Renard », toujours prompt à flairer les pièges qu'on peut lui tendre, se dérobera. Les « officiers libres », dès lors, perdront beaucoup de leur intérêt pour le B.E.L. La plupart se rallieront individuellement à l'armée française, mais sans qu'aucune publicité soit donnée à leur geste. La dissidence apparue dans les zones 1 et 2 de la wilaya 3 se résorbera rapidement. H

Albert Paul LENTIN



R. Picherie/Paris-Match

LA CONFÉR

▲ **La préfecture de Melun où aura lieu la conférence avec les délégués F.L.N. en vue de préparer la venue de Ferhat Abbas en France. La presse est là ; mais aucun contact n'aura lieu avec les délégués.**

CETTE fois, ça y est. Moins de six jours après l'allocution du chef de l'État, le G.P.R.A. fait enfin connaître sa réponse. Plus qu'encourageante, elle est positive : « Le gouvernement provisoire de la République algérienne constate que la position actuelle du président de la République française, tout en constituant un progrès par rapport à ses positions antérieures, reste cependant éloignée de la sienne. Néanmoins, désireux de mettre fin au conflit et de régler définitivement le problème, le gouvernement provisoire de la République algérienne décide d'envoyer une délégation présidée par M. Ferhat Abbas pour rencontrer le général de Gaulle. Il dépêche un responsable à Paris pour organiser les modalités du voyage. »

En métropole, à l'exception naturellement des tenants de l'Algérie française, le soulagement domine. La paix paraît en vue. A Alger, le Front de l'Algérie française, créé au lendemain du discours du 14 juin, demande aux populations « de garder leur calme et leur sang-froid et de lui manifester leur confiance en continuant d'adhérer de façon massive ». De fait, en quarante-huit heures, le nombre d'adhésions passe de 50 000 à 100 000. Le calme n'en est pas moins trompeur. La colère, la déception l'emportent. Mais on se contient, on se domine. Après avoir « encaissé » le discours du 14 juin, on « subit » le communiqué de Tunis...

En tout cas, pour l'heure, l'attention se cristallise sur l'arrivée des « responsables » du G.P.R.A. chargés de préparer la venue de la délégation présidée par Ferhat Abbas. Le 21 juin, un avion appartenant au groupement des liaisons aériennes ministérielles se pose à Tunis. Le lendemain, il regagne sa base de métropole sans le moindre Algérien à son bord. Tout est-il rompu ? La presse s'interroge. En fait, il y a des difficultés de procédure. Les émissaires tiennent à garder leur liberté d'action et emprunter un appareil régulier d'une compagnie étrangère, de préférence. Des difficultés ont également surgi du côté des papiers officiels. Le G.P.R.A. s'oppose à ce qui pourrait constituer une reconnaissance implicite de la citoyenneté française.

Keystone



Roger Moris, secrétaire général pour les affaires algériennes. C'est lui qui sera chargé de recevoir les émissaires du F.L.N., assisté du général de Gastines et du colonel Mathon. Après chaque entretien, il a été convenu que Roger Moris et Gastines iraient à Paris rendre compte à de Gaulle et à Michel Debré. ▶

Le 23 juin, tout semble enfin réglé. Le G.P.R.A. affirme ne pas se formaliser des incidents de la veille. Il fait connaître la composition de la délégation qui comprendra trois émissaires dont Me Boumendjel, qui est loin d'être un inconnu des milieux français. Pour aplanir définitivement le terrain, il faut encore le voyage à Tunis de l'écrivain Jean Amrouche, quoique celui-ci se défende de jouer les « pré-émissaires ».

Le samedi 25, enfin, les trois Algériens arrivent à Orly, à 13 h 37 très exactement, à bord d'un appareil régulier de la compagnie Air Tunis. Mais, à peine arrivée, la prédélégation est embarquée dans deux hélicoptères *Alouette* qui la conduisent immédiatement à la préfecture de Melun; c'est là que se dérouleront les conversations. Aucun contact n'a pu avoir

NCE SECRÈTE DE MELUN



A. Lefebvre/Paris-Match

Le samedi 25 à 13 h 37, par l'avion régulier de la ligne Tunis Air, Me Boumendjel *(de face en costume clair)* et Ben Yahia sont arrivés à Orly accompagnés d'un spécialiste du chiffre. De là, les délégués ont gagné Melun dans deux hélicoptères *Alouette*.

lieu avec la presse. Toutefois, dans l'avion, Me Boumendjel a déclaré à des journalistes : « Nous sommes chargés d'assurer la venue de la délégation algérienne. Notre mission est tout d'abord technique. Pourquoi le dissimuler? Nous ne sommes pas mécontents de retrouver Paris... Paris ne peut pas comprendre les immenses sacrifices consentis par le peuple algérien pour s'émanciper et se libérer. Nous espérons donc fermement que dans les débats à venir, il ne sera plus question de lampes à huile. Vive la paix! »

Un ascète, dévoré d'intelligence

Si les Algériens comptent réellement retrouver Paris, ils ne tardent pas à être cruellement détrompés. Le général de Gaulle a donné des instructions précises sur tout ce qui concerne ce premier contact. Les délégués occuperont tout un étage de la préfecture de Melun, ils disposeront de tous les moyens de télécommunication avec Tunis. Mais c'est tout. Il n'y aura pas de relations avec l'extérieur et les conversations devront se dérouler dans le secret absolu. Quant à la délégation française, sa composition traduit la volonté du chef de l'État de diriger et de contrôler lui-même toute l'affaire. Avec le général Hubert de Gastines et le colonel Mathon, on trouve à sa tête Roger Moris, secrétaire général de ce comité des affaires algériennes, dont la création a été un moyen élégant, au lendemain des barricades, de soustraire le problème algérien au premier ministre, Michel Debré, déchiré entre ses convictions et sa fidélité. Seule fiche de consolation, Roger Moris passe pour être « Algérie française ».

Quoi qu'il en soit, le premier contact entre Français et Algériens n'en est pas moins de bon augure. Il est vrai que la composition de la délégation du G.P.R.A. semble traduire une volonté de conciliation. En dehors d'un spécialiste du chiffre, et du jeune Ben Yahia, ascétique et dévoré d'intelligence, le personnage central est, à n'en pas douter, Me Boumendjel. « Boum», comme beaucoup l'appellent encore, a été à un moment donné la coqueluche de certains milieux très parisiens. On appréciait en lui sa courtoisie, sa bonhomie même et sa faconde toute méditerranéenne, parfaitement en harmonie avec un « physique à la Porthos », sans oublier une vaste culture et une connaissance profonde et nuancée du douloureux problème algérien.

Les Français se méfient

C'est seulement en 1957, après la disparition de son frère dans la « bataille d'Alger » que Boumendjel a franchi le pas décisif et s'est décidé à rejoindre le G.P.R.A. à Tunis. Recrue appréciée, ne serait-ce qu'en raison de ses connaissances juridiques et de ses relations françaises. En tout cas, dès les premières minutes, Boumendjel reste fidèle à son personnage. Il profite d'un double impair de Roger Moris. Celui-ci a serré chaleureusement la main à ses interlocuteurs, après les avoir fait accueillir du titre ronflant de « plénipotentiaires », réservé en principe aux représentants d'un État souverain. « Une poi-

dès le deuxième jour, la tension monte entre les délégués algériens

Ci-dessus : la préfecture de Melun. Les délégués F.L.N. y sont les hôtes du préfet Vidal, qui a mis un étage à leur disposition. *Ci-dessous :* le salon où ont lieu les entretiens. Au début, le climat est assez détendu. Mais au fur et à mesure que l'Élysée refuse d'entrer dans le jeu du F.L.N., l'attitude des musulmans se durcit.

Pierre Denis



R. Pichenet/Paris-Match

gnée de main pour l'amitié, un titre de plénipotentiaire pour la connaissance de notre État algérien, nos entretiens commencent bien. »

La suite va malheureusement démentir cette entrée en matière trop favorable. La claustration des délégués n'est pas étrangère à la tension qui se manifeste dès le deuxième jour. Le jeune Ben Yahia, âpre et passionné, n'entend pas jouer les figurants. Mais surtout, le désaccord est sur le fond. Ce sont deux approches, deux conceptions de la négociation qui sont aux prises. Celle du F.L.N. apparaît globale, tandis que les Français, en fait le général de Gaulle, entendent procéder par touches successives.

Pour commencer, la perspective d'une rencontre au sommet, en quelque sorte, entre Ferhat Abbas et le général de Gaulle a surpris l'Élysée. Rompus à la tradition diplomatique, les Français se méfient de ces tête-à-tête *ex abrupto*, qui n'ont pas été précédés d'un travail préparatoire destiné à dresser un inventaire des points d'accord et de désaccord. Toutefois, on serait, à la

rigueur disposé à prendre le risque s'il n'y avait pas désaccord profond sur un point essentiel. Et c'est là que la négociation va achopper.

Pour le chef de l'État — il n'a cessé de le dire et de le répéter —, le cessez-le-feu constitue un préalable indispensable à la mise en marche du processus conduisant à l'autodétermination. Pour le F.L.N., une suspension d'armes est un élément qui s'intègre dans l'ensemble d'une négociation politique. Elle ne pourra intervenir avant l'arrivée de la délégation algérienne à Paris et elle constituera un des aspects des entretiens de Gaulle-Ferhat Abbas.

Sur ce point, le divorce s'aggrave même davantage, en raison des exigences que les Algériens mettent à la venue de leur délégation. Celle-ci doit pouvoir bénéficier en France d'une liberté d'action complète.

De Gaulle est excédé

Les représentants auront des contacts avec les personnalités de leur choix, ils pourront multiplier les déclarations. Il y a plus. Les délégués rendront visite à Ben Bella et à ses compagnons avant d'obtenir leur libération et leur participation aux négociations.

Les Algériens tiennent encore à imposer leur conception sur la nature de la délégation française elle-même : « Il serait très souhaitable, déclare Boumendjel, qu'un membre du gouvernement français ayant rang de ministre conduisît la délégation. Quant à l'absence de militaires à la table des négociations, elle ne présenterait que des avantages. »

Cette fois, c'en est trop. De Gaulle fixe sa ligne de conduite. Il n'y aura pas de rencontre avec Ferhat Abbas, ni même de possibilité de liberté d'action pour la délégation algérienne, tant que les combats et les attentats continueront en Algérie. A la rigueur, à défaut d'armistice, le gouvernement français se contenterait d'une déclaration du G.P.R.A. annonçant qu'il donne l'ordre d'interrompre toute activité militaire et toute action terroriste. Si le F.L.N. persiste dans son attitude, il ne pourra y avoir que des entretiens secrets, limités à une négociation sur un cessez-le-feu.

En réalité, à travers toutes ces prétentions, il n'est pas difficile de percer à jour la manœuvre du F.L.N. En réclamant les facilités accordées généralement aux représentants d'États souverains, le G.P.R.A. cherche tout simplement à faire reconnaître son mouvement comme un véritable gouvernement et, par voie de conséquence, il veut obliger la France à considérer l'Algérie comme un État. En cédant à ces exigences, le gouvernement français reconnaîtrait l'indépendance de l'Algérie *de*

Luxe, calme... et C.R.S.

Carrure puissante, larges épaules à l'étroit dans une veste grise, tête massive, sourire bonhomme, regard vif et malicieux sous des sourcils broussailleux, et cette lourde tignasse de cheveux clairs crêpés... Boumendjel a toujours le même physique impressionnant. Il a toujours, aussi, la même cordialité chaleureuse, la même finesse, la même ironie qui permettent de calmer les poussées ou les dépressions d'une sensibilité à vif. Lorsque je le retrouve dans l'avion qui le ramène à Tunis, après la clôture des conversations de Melun, il cache mal la déception qu'il éprouve devant l'échec de son dialogue avec les porte-parole de De Gaulle – le premier dialogue officiel entre un délégué du F.L.N. et des représentants du gouvernement français. Il a, cependant, assez de lucidité politique pour penser que, malgré tout, il a très légèrement ouvert le long chemin de la paix, et assez d'humour pour faire preuve d'objectivité et pour raconter avec drôlerie sa « triste semaine française » :

« Je venais à peine de rentrer, avec Ben Yahia, de la conférence africaine d'Addis-Abeba lorsqu'on nous a confié cette mission. Des heures de discussions nocturnes avec les ministres du G.P.R.A., et, à 8 heures du matin – on ne dort pas beaucoup, quand on est diplomate du F.L.N. –, l'avion pour Paris.

» Trajet direct du DC-4 « Air Tunis », qui, cette fois, saute l'escale de Marseille. De petits ennuis à bord – un moteur en panne, une demi-heure de retard – mais à l'arrivée, une certaine satisfaction : le chef de cabinet du directeur de la Sûreté nationale française, qui nous accueille à Orly, nous dit, alors que nous nous apprêtons à mettre pied à terre : « Messieurs » les plénipotentiaires doivent attendre que tous les passagers » soient descendus. » Fini le temps où nous, les gens du F.L.N., nous n'étions, pour les officiels français, que des fellaghas, des hors-la-loi, des brigands ! Nous voici devenus, Ben Yahia, le chiffreur Hakiki et moi-même, des « plénipotentiaires ».

» Le chef du cabinet du secrétaire général des affaires algériennes, Roger Moris, me remet une grande enveloppe qui contient les documents fixant les modalités de notre séjour en France. Je la glisse dans ma serviette, à côté de mes classiques – le recueil annoté des discours du général de Gaulle sur l'Algérie et mon questionnaire : la liste des questions que je dois poser au sujet des conditions d'un éventuel séjour à Paris, pour négociations, de Ferhat Abbas et d'une délégation du G.P.R.A.

» Nous descendons de l'avion les derniers. Il faisait beau à Tunis. Ici, il pleut. Pas de chance. Deux hélicoptères Alouette *nous transportent jusque sur la pelouse du parc de la préfecture de Melun. Je découvre ce monument déjà historique, et qui va le devenir plus encore : un château Louis XIII à façade de briques apparentes et à toit d'ardoises pointu. Le préfet de Seine-et-Marne, Germain Vidal, nous fait traverser la cour, grimper un escalier majestueux et nous présente ceux qui seront nos interlocuteurs : Roger Moris, le général de Gastines, le colonel Mathon, un ancien contrôleur civil au Maroc qui passe pour conserver la nostalgie de l'Algérie française, un officier de cavalerie ancien chasseur d'Afrique, un proche conseiller de Michel Debré... Je comprends tout de suite que ma tâche ne sera pas facile.*

» Nous nous reposons dans nos cantonnements : trois pièces claires et un petit salon, au deuxième étage, dans l'aile droite du bâtiment. Nous prendrons nos repas dans une jolie salle à manger Renaissance, devant des rideaux soigneusement tirés. Ordre et beauté, luxe, calme, mais pas de volupté – secret absolu. Isolement complet, c'est, paraît-il, l'ordre formel de De Gaulle. Pas de contacts avec le public, avec les journalistes qui piétinent derrière les grilles. Je ne verrai pas les copains. C'est la prison dorée. Je ne pourrai pas faire un petit tour dans la capitale, flâner sur le Boul' Mich' ou sur les quais. Étrange situation pour un vieux Parisien comme moi, qui a laissé sa jeunesse au quartier Latin.

» Première conversation officielle dans le salon d'honneur au premier étage. Une pièce immense, lambrissée, un décor impressionnant. De la moquette moelleuse, puis du parquet admirablement ciré. Des meubles Empire rouge, vert et or, un grand bureau Louis XVI, des fleurs de serre dans des vases. On allume les lustres en cristal de Venise, on tire, devant les hautes fenêtres donnant sur le parc, les doubles rideaux jaunes qui nous protègent de la curiosité des téléobjectifs des photographes. C'est parti. C'est bien parti, puisque Roger Moris me serre la main. Première poignée de main entre un haut fonctionnaire français et un diplomate F.L.N. C'est bien parti, mais ça se poursuit mal. Mes protestations contre notre claustration sont rejetées. Sur le fond, la



Retour à Tunis : Boumendjel et A.P. Lentin.

coupure est totale. Pour mes interlocuteurs, Ben Yahia et moi n'accomplissons ici qu'une mission technique, et Ferhat Abbas, s'il vient à Paris, ne devra parler que des moyens de conclure un cessez-le-feu. Nous essayons tenacement, mais vainement, d'esquisser les compromis politiques qui pourraient rendre possible ce cessez-le-feu. On nous répond que le gouvernement français se réserve le droit d'organiser en temps opportun, le référendum d'autodétermination en Algérie. C'est inacceptable pour nous. C'est l'impasse.

» Il faut en référer à Tunis. On a installé, dans nos appartements, des lignes téléphoniques qui nous relient à la villa de Ferhat Abbas. Nous donnons au président du G.P.R.A. des indications générales, qu'enregistrent les tables d'écoute. Les choses sérieuses sont rédigées en style télégraphique, codées par Hakiki, envoyées par le télex qu'on a mis également à notre disposition. Les collègues de Tunis décodent, chiffrent à leur tour leurs messages, que Hakiki décode. L'échange est très long. Pour deux heures de pourparlers, cinq heures de télégrammes.

» Pour nous détendre, nous allons nous promener dans le grand parc. C'est nous qui sommes solitaires et glacés, car le temps est toujours mauvais. Notre solitude, à vrai dire, n'est pas totale, car le parc est gardé par des C.R.S. vigilants qui font des efforts louables, mais pas toujours fructueux, pour se montrer discrets. Plutôt que leurs silhouettes noires, nous préférons regarder, assis dans des transatlantiques, deux beaux cygnes blancs qui s'ébattent sur la pièce d'eau.

» Dimanche 26 juin, dialogue de sourds. Lundi 27 juin, nouveau dialogue de sourds. Le mardi, je demande une suspension des conversations. Échanges interminables avec les ministres du G.P.R.A. qui nous demandent d'insister, d'éclaircir complètement tous les points de désaccord.

» Mercredi, le débat reprend, avec un cérémonial et un horaire dont nous avons pris l'habitude. Nous dévorons, au petit déjeuner, les croissants et les journaux parisiens. Nous entrons en séance, pour deux heures, à 10 h 45. Les deux délégations déjeunent séparément, et se retrouvent de 16 heures à 18 heures. Les points de vue sont toujours aussi inconciliables. La rupture est inévitable. Le jeudi matin, le colonel Mathon me balance un communiqué que le gouvernement français a rédigé pour mettre fin aux pourparlers. Le geste est unilatéral, déplaisant. Mais je m'exprime courtoisement pour lui dire que cet échange de vues ne sera pas inutile. Ce n'est pas un adieu avec les frères du F.L.N., ce n'est qu'un au revoir. Je comprends bien que de Gaulle s'est fâché, mais il a tort. Il finira bien par y arriver, à la discussion politique avec nous, sans laquelle il n'y aura jamais de cessez-le-feu.

» Le dernier repas est excellent : pamplemousses, omelette aux pointes d'asperges, filet de charolais, avec jardinière de légumes, fromages de pays, citron givré. Le café a cependant comme un goût d'amertume... »

Un long silence, tandis que nous survolons Marseille. Je lance l'interrogation qui s'impose :

– Alors, après cette « semaine française », tu es pessimiste ?

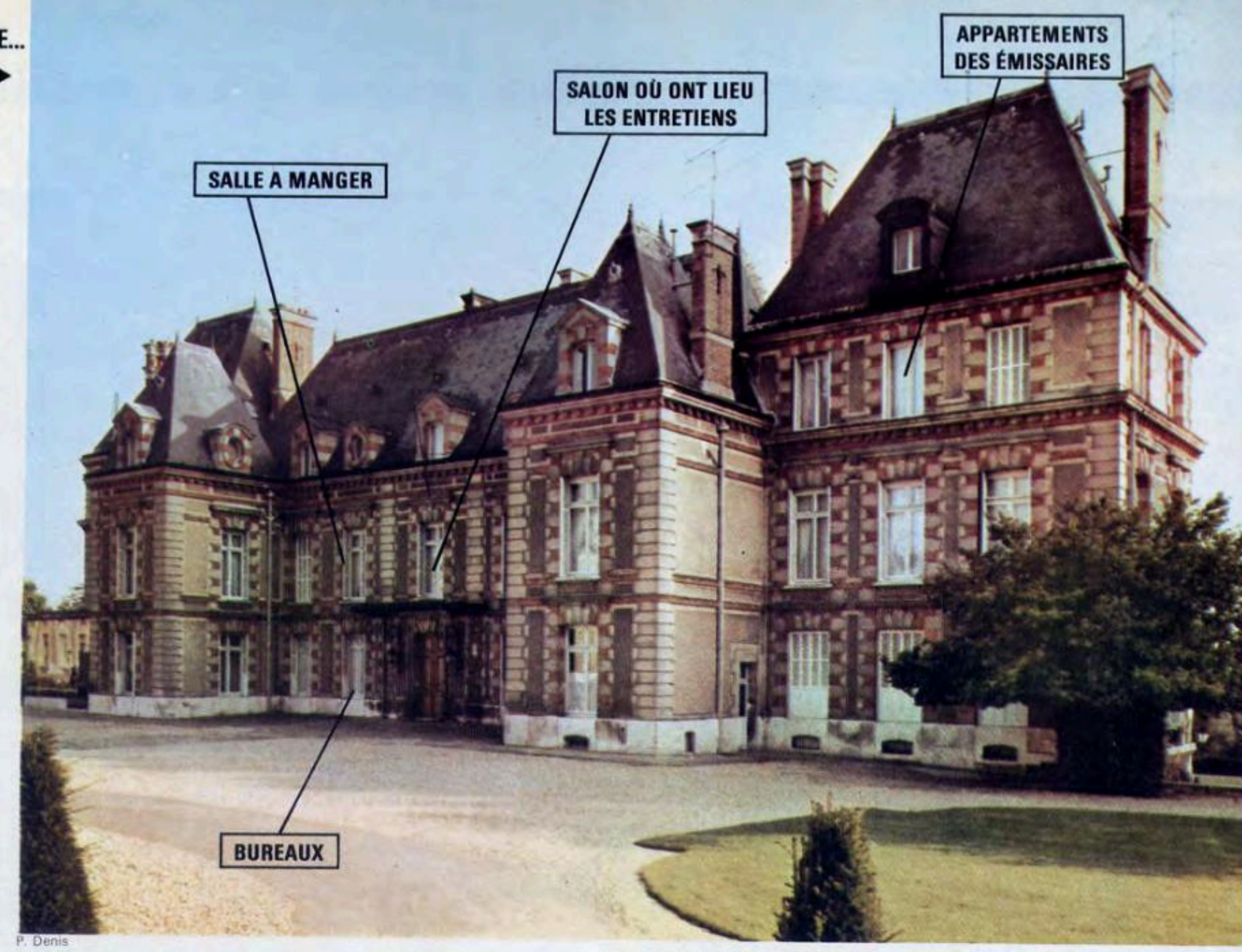
Boumendjel secoue son front immense et sa lourde crinière de lion un peu fatigué :

– Non, je reste optimiste. Elle n'est pas facile, cette paix franco-algérienne, mais elle se fera. Il y aura d'autres négociations, publiques ou secrètes, encore des échecs, puis des progrès, et enfin le succès. Moi, j'aurai été un précurseur.

Albert Paul LENTIN

▶ LA CONFÉRENCE...

Commencés le 24 juin, ▶ les entretiens se termineront quatre jours plus tard. Boumendjel espérait revoir Paris qu'il connaît bien et où sa femme, d'ailleurs française, continue de vivre. Mais il n'aura droit, comme ses collègues, qu'aux beaux jardins de la préfecture de Melun.



P. Denis

La délégation repart pour Tunis. La fin des entretiens est annoncée par deux communiqués (l'un émanant du gouvernement français, l'autre du F.L.N.) en date du 29 juin. Et cinq jours plus tard, le G.P.R.A. en publiera un nouveau entérinant la rupture. ▼

A. Lefebvre/Paris-Match



quatre jours de "ping-pong diplomatique"

facto et viderait l'autodétermination de tout son sens. A ce moment, de Gaulle est encore décidé à ne pas aller aussi loin.

En tout cas, après quatre jours de dialogue de sourds, de « ping-pong diplomatique », de Gaulle, excédé, décide de mettre fin aux entretiens. Les « Arabes » ne font que se répéter et ne disposent d'aucune marge de manœuvre. « Ils amusent la galerie, ils mobilisent l'intérêt de la presse internationale, ils font parler d'eux. Ils sont contents. Cela suffit. » Le 29 juin, la rupture est consommée, ou plutôt un communiqué français annonce que les « émissaires de l'organisation extérieure de la rébellion » sont maintenant au courant des conditions mises à d'éventuels pourparlers. Par la même occasion, le communiqué précise la nature de ces pourparlers éventuels. C'est l'occasion d'en marquer une fois de plus officiellement les limites : trouver une fin honorable aux combats, régler la destination des armes, assurer le sort des combattants. En un mot, un cessez-le-feu.

Ferhat Abbas relance la lutte

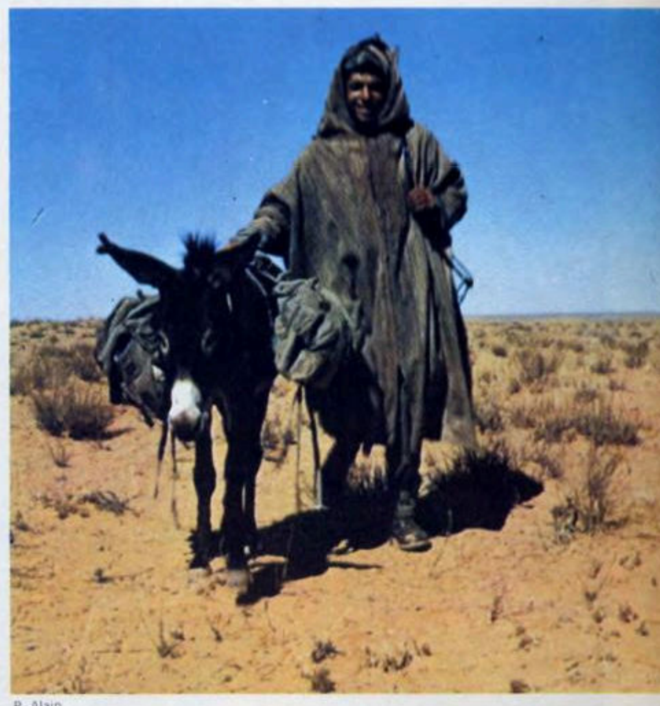
Si Boumendjel, averti des intentions françaises par le colonel Mathon, affiche sa courtoisie habituelle et son intention de ne pas couper les ponts, la réponse du G.P.R.A. apparaît plus sèche. Après un bref communiqué daté du 3 juillet, Ferhat Abbas prononce un important discours, deux jours plus tard, qui traduit une certaine déception et la relance de la lutte. « L'indépendance ne s'offre pas, elle s'arrache... La guerre peut encore être longue.»

Dans la métropole, on ne cache pas sa déception, l'espoir s'est évanoui. A Alger, la satisfaction l'emporte. En fait, de Gaulle n'est pas mécontent. Cette prise de contact est une sorte de galop d'essai, de test. Elle a eu au moins le mérite d'habituer l'opinion à l'idée d'une négociation. A n'en plus douter, les Algériens reviendront, à Melun ou ailleurs. De Gaulle reste convaincu d'avoir les principaux atouts en main et de contraindre tôt ou tard les rebelles à gagner le chemin de l'autonomie, puis de l'indépendance par les voies qu'il leur a lui-même fixées. H

François MILLES

LE COMMANDO 133 VA A LA CHASSE


P. Alain


P. Alain


P. Alain

En haut à gauche : **au retour d'une patrouille, le brigadier Belabbed rejoint le *kheima* qui lui sert de base.** ***En haut à droite : moussbel, djoundi*** **ou tirailleur du commando 133?** ***Ci-dessus :*** **en vue d'un défilé, on apprend à marcher au pas à ces coureurs de djebel.**

PLUS que la destruction de la logistique rebelle, la localisation des bandes reste l'objectif principal du commando; certes, les katibas du Géryvillois ne comptent plus qu'une quarantaine de *djounoud* au plus, mais personne ici n'a oublié leurs crimes. Pendant l'hiver 1959-1960, alors qu'elles étaient fortes, les bandes avaient attaqué, un matin, un convoi qui, de Géryville, apportait à Bou-Alam le fourrage dont avait besoin l'escadron de spahis. Onze camions avaient été détruits. L'escorte n'avait rien pu faire, et les chauffeurs, tués ou blessés, avaient été dévêtus et couchés sur leurs moteurs, puis les *djounoud* y mirent le feu... Maintenant, les embuscades sont évidemment rares. L'ennemi, accroché à plusieurs reprises en 1960, rassemble difficilement des effectifs suffisants; il préfère les coups de main, les enlèvements et les exécutions.

En outre, les katibas se sentent suivies par le commando et, avant qu'il soit trop tard, elles cherchent à se défaire de cet ▶

quand le terrain le p

◄ **Le fanion du commando 133 et sa garde. L'engagement des musulmans n'est pas seulement le fait de vieux harkis moustachus, anciens militaires au demeurant fort respectables. C'est aussi le fait de jeunes. Ainsi la moyenne d'âge du commando n'excède pas 23 ans.**

P. Alain

adversaire tenace. C'est surtout pendant ses déplacements en convoi qu'il est vulnérable; plusieurs fois, elles lui ont tendu des embuscades, mais celles-ci ont toutes été décelées à temps; dans ses camions, le commando ne dort pas, il débarque souvent pour contrôler un passage suspect ou une crête menaçante; quoi qu'il en soit, l'occasion serait cependant trop belle pour un groupe de *djounoud* ayant échappé à la chasse de la journée et décidé à atteindre même seulement dans leur moral, les hommes du commando, ne serait-ce qu'en déclenchant un tir plus ou moins ajusté au passage des véhicules... C'est pour cela que le soir, souvent, le commando allume de grands feux d'alfa pour simuler son regroupement tandis que le convoi escorté d'A.M., qui vient lui apporter de l'eau ou des rations, repart vide, et que les hommes s'enfoncent à nouveau dans la nuit.

Souple, fluide, le commando, du fait de son mode d'action, ne dispose que d'un armement léger; cela ne lui permet pas de rechercher seul l'affrontement avec une bande bien retranchée; lorsqu'il se lance sur les traces de la katiba, il est en général suivi d'éléments d'intervention plus lourds.

Au milieu du mois de juillet 1961, par exemple, le secteur de Géryville regroupe plusieurs unités pour tenter de porter un nouveau coup à la katiba 533; il envoie donc tout d'abord le commando 133 pour essayer de localiser l'adversaire.

A la nuit tombée, comme d'habitude, le commando quitte le poste de Bou-Alam où il a installé sa base. Entre des arêtes rocheuses, en abordant un col, les automitrailleuses d'escorte du sous-lieutenant Breton ralentissent; plus ou moins souplement, le commando se retrouve à terre; les bourricots porteurs du poste C9 sautent eux aussi, ils y sont entraînés. Puis les camions reprennent de la vitesse, sans changer de régime, et le bruit du convoi décroît; il continuera jusqu'à Géryville pour tromper les guetteurs... Dans le silence, le commando s'habitue d'abord à l'obscurité, il se rassemble ensuite le long de la route, et la colonne s'ébranle.

Machkouri a obtenu que le commando passe la première nuit auprès de son ancien merkès, le point d'eau étant encore susceptible d'être utilisé. S'éclairant largement, les hommes avancent sans relever de traces suspectes; peu avant d'arriver au point d'eau, les sections se séparent : toujours Chibachi, le sous-lieutenant Georges, qui a remplacé le lieutenant Babinger, et ses tirailleurs, sa nouvelle section étant composée principalement de spahis musulmans; le groupe de commandement du lieutenant Meyer, enfin la harka de Bou-Alam, aux ordres du sous-lieutenant Bernard.

Les harkis de Bou-Alam se sont regroupés en avril 1960, à l'époque de la « paix des braves », autour d'un noyau de rebelles ralliés de la nahia 3; ces derniers ont amené leurs frères et leurs enfants, la collectivité qu'ils forment à Bou-Alam, avec les mokhazni de la S.A.S., est au moins de six cents personnes; ils entretiennent en opération un goum à cheval de trente hommes et une section de combat à pied d'un effectif équivalent.

Ainsi, quand le terrain le permet, le goum à cheval participe aussi aux opérations du commando, les cavaliers progressent par les fonds d'oued, largement en arrière des sections, et lorsque les éclaireurs aperçoivent au loin un élément douteux, les cavaliers, prévenus par radio, surgissent au galop, coiffent l'objectif qu'ils abordent aussitôt en abandonnant leurs chevaux.

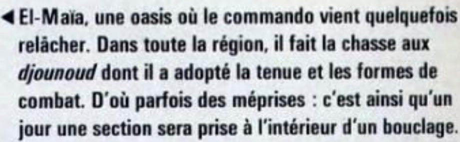
Cinq jours durant, le commando va s'approcher discrètement des emplace-



et, le "goum" à cheval participe aussi aux opérations de Griffon



P. Alain



◀ El-Maïa, une oasis où le commando vient quelquefois relâcher. Dans toute la région, il fait la chasse aux *djounoud* dont il a adopté la tenue et les formes de combat. D'où parfois des méprises : c'est ainsi qu'un jour une section sera prise à l'intérieur d'un bouclage.

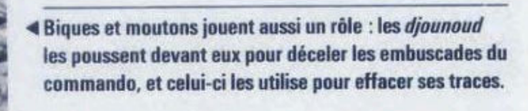


P. Alain

◀ La koubba de l'oued sidi-Naceur, célèbre pour les fêtes qui s'y donnaient autrefois... Un lieu paisible qui invite à la méditation et fait oublier les fureurs de la guerre. On en trouve ainsi dans toute l'Algérie.



P. Alain



◀ Biques et moutons jouent aussi un rôle : les *djounoud* les poussent devant eux pour déceler les embuscades du commando, et celui-ci les utilise pour effacer ses traces.

ments habituels de la katiba, les aborder au petit jour, y rechercher des indices d'une occupation récente; des heures entières il restera tapi le long des pistes ou autour des points d'eau et, la nuit, il se regroupera pour repartir.

Mais il semble bien que la bande, qui a maintenant déserté la plaine d'alfa, trop dangereuse pour elle, se soit aujourd'hui réfugiée jusqu'en bordure du Sahara; ses repaires du djebel Alouat, du Tiktaïne, du Makna ou de Khénigat ne paraissent pas avoir été utilisés dernièrement. Dans les monts présahariens, avec le djebel Mimouna, elle dispose de grottes et de bons emplacements de combat qui, en cas d'accrochage, lui permettent de tenir jusqu'à la nuit. Avant de poursuivre ses recherches de ce côté-là, toutefois, le commando s'accorde une journée de repos dans les jardins abandonnés du village de Sidi-Ahmed-Bel-Abbès; c'est là que, dans le courant de la matinée, un avion vient lui transmettre l'ordre de rejoindre sa base. Le secteur, suffisamment renseigné par les comptes rendus réguliers du commando, peut à présent déclencher son opération : à moins qu'elle n'ait cherché refuge dans le secteur voisin d'Aflou, la katiba doit être dans le djebel Mimouna.

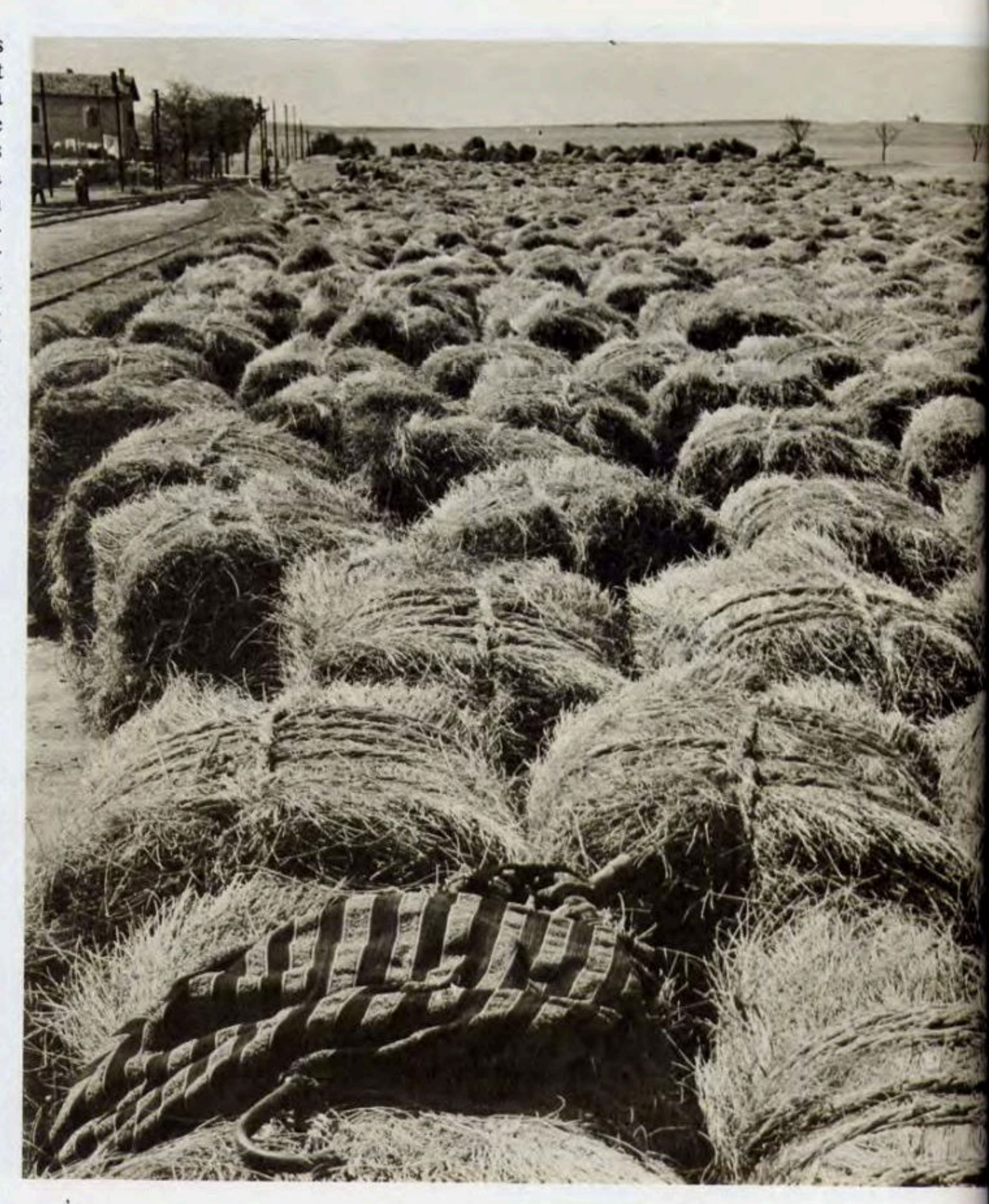
A Géryville, le colonel Pery, commandant le secteur, tient un rapide briefing avec les unités qui seront engagées : éléments du 2e tirailleurs, du 5e R.E.I., du 23e spahis, artilleurs et commando. Ce dernier sera lâché le premier dans la région du Mimouna afin de localiser la bande au plus près.

La nuit suivante est si claire que les camions peuvent rouler tous feux éteints; en passant entre des barres rocheuses, à l'abri de la vue des guetteurs du Mimouna, le commando débarque, et c'est aussitôt la recherche des traces en direction du djebel; les deux cousins Machkouri marchent les premiers; si l'un a été le chef du merkès de l'Alouat, l'autre a gardé celui du Mimouna... Traces de deux hommes se dirigeant vers le Neïli, contrefort du djebel, en fin d'après-midi; le commando repart plus doucement, les pisteurs s'immobilisent à nouveau, traces de six hommes venant du Mimouna, datant de vingt-quatre heures; le sous-lieutenant Bernard et le sergent Belarki Ahmed viennent tous deux à la hauteur du lieutenant Meyer. Un bref conciliabule permet d'orienter à nouveau la marche; les hommes du commando connaissent en effet les repaires de la katiba dans le Mimouna : quand la bande se sent en danger, elle rejoint une de ses positions fortifiées : djebel Asfer ou cote 1441, ces deux emplacements étant sur les contreforts qui bordent le Mimouna au sud, vers le Sahara. Le commando choisit d'être au lever du jour en embuscade dans un des ravins qui montent vers le Neïli, celui qui correspond le mieux à la direction que prennent les traces. Celles-ci, en approchant du Neïli, deviennent d'ailleurs plus précises, et la section de tête, qui maintenant les suit sans difficulté, s'arrête vers minuit devant la masse noire de la montagne.

Après quelques heures de repos, le commando prend, avant le lever du jour, ▶

le commando 133 reçoit pour terrain de chasse une vaste zone e

son dispositif d'embuscade : les sections barrent le défilé, des groupes s'installent sur les hauteurs, une réserve reste prête à toute éventualité. Le soleil monte à peine que les guetteurs, invisibles sous leurs burnous couleur de terre, se relèvent déjà régulièrement. Il est 10 heures lorsqu'un avion vient tourner au-dessus du commando, et provoque la fureur de tous car on ne l'attend pas; l'absence de contact radio avec lui ne permet pas de l'inviter à aller tourner plus loin. Il vient cependant à peine de s'éloigner que l'on entend distinctement claquer une rafale du côté de la harka, vers les hauteurs, en avant dans le djebel. Chacun écoute son poste, le sous-lieutenant Bernard rend compte bientôt qu'il vient de faire deux prisonniers, et que l'affaire est terminée de son côté.



Un récidiviste

Les deux *moussbilin* capturés sont de vieilles connaissances; Tahar, l'un d'eux, se voit pris dans le djebel pour la deuxième fois! C'est en voulant se camoufler au passage de l'avion qu'ils se sont fait apercevoir; Tahar, inquiet à juste titre, parle d'abondance : une section de la katiba est installée dans son emplacement du djebel Asfer, de l'autre côté de la crête du Mimouna; Tahar précise son effectif et son armement; l'autre section serait vers Aflou... Il est 11 heures à peine passées qu'un message reprenant les principaux renseignements fournis par le prisonnier est envoyé au P.C. de Géryville, légionnaires ou tirailleurs pourront être héliportés sur l'objectif. Le commando, lui, ne poursuit pas sa progression; en franchissant les crêtes du grand Mimouna, il serait immanquablement repéré par les guetteurs de l'Asfer, ce qui donnerait peut-être à la bande le temps de se disperser vers le Sahara.

Le commando se contentera de se laisser guider par Tahar, quarante-huit heures après, jusqu'à l'un des postes de ravitaillement de la nahia, de le détruire au petit jour et de capturer sept *moussbilin* avec le concours de l'escadron de spahis de Bou-Alam.

Les bandes, qui se savent épiées, multiplient les précautions; c'est bien parce que le commando est formé de musulmans qu'il peut continuer d'agir avec succès.

Une section de la harka, portant des insignes de l'A.L.N., restera, par exemple, vingt-quatre heures durant près de la route de Géryville, où une embuscade doit être montée par la katiba. Elle se fera passer pour une bande venant du Maroc, obtiendra de nombreux renseignements, et quand, au soir, elle jettera le masque, l'ennemi sera obligé d'abandonner ses projets.

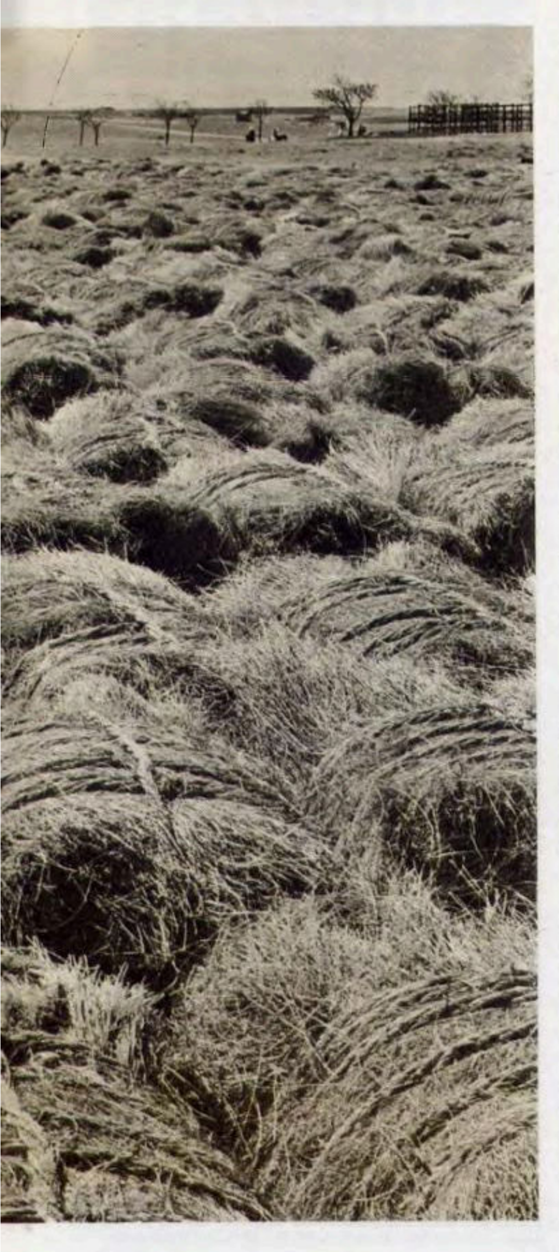
Dans ce climat, le contact avec la population est plus que jamais indispensable, mais il ne peut être entretenu que si les agents de l'organisation politico-administrative rebelle sont éliminés : l'action sur les filières n'a pas seulement pour but d'asphyxier progressivement la katiba, de l'obliger à se cantonner dans des zones restreintes, mais elle permet également de tendre à bon escient des pièges aux responsables du Front.

Ainsi, le 25 octobre 1961, le secteur, qui ne dispose pas de renseignements récents pour localiser les dernières bandes, lance à nouveau une vaste opération centrée sur Géryville. Certes, il ne sera jamais possible de venir totalement à bout des quelques dernières dizaines de H.L.L. dans les monts des Ksour; avant les événements, des djichs existaient déjà : le sergent Ouazzani Cheikh, de la harka, raconte volontiers comment il surprenait autrefois les caravanes... avant de rallier Bellounis, puis l'A.L.N. et enfin l'armée française.

Les katibas accrochées voient fondre leurs effectifs, mais elles se regroupent comme viennent de le faire les katibas 1 et 2, les nahias fusionnent, comme les nahias 3 et 4... On sent cependant de part et d'autre que l'on approche des derniers moments.

Le commando 133 reçoit alors une vaste zone de chasse en plaine d'alfa, à l'ouest de Géryville, dans une région où les populations viennent de reprendre librement leurs habitudes pastorales. Pour ne pas attirer l'attention, les hommes portent tous sur leur uniforme la djellaba brune ou beige, leur tenue ressemble à s'y méprendre à celle des *djounoud.*

L'insécurité est ainsi totale sur les filières des nahias. Certains ralliés, munis d'ordres de mission réglementaires, pénètrent parfois jusqu'au centre des postes de liaison pour y obtenir plus sûrement et plus rapidement les renseignements dont le commando a besoin...



A gauche : sur le quai de la gare de Bedeau, des balles d'alfa attendent d'être chargées. **A droite :** les cousins Machkouri, anciens *moussbilin*, gardiens des merkès de l'Alouat et du Mimouna. Les *djounoud*, pourchassés par les hommes du commando 133, ont peu à peu déserté la plaine d'alfa pour gagner les monts présahariens où, comme au djebel Mimouna, ils disposent de grottes nombreuses et de bons emplacements de combat en cas d'accrochages.



P. Alain

Le commando en chasse pénètre de nuit, discrètement, dans sa zone et s'installe près d'Aïn-Megrane, point d'eau très fréquenté. Il y reste en observation vingt-quatre heures. Vers midi, ces deux femmes arabes qui poussent leurs bourricots jusqu'à la source, ce sont deux harkis du commando qui veulent observer de plus près les allées et venues des nomades; en fin de journée, ce berger conduisant ses chameaux est un autre harki en patrouille...

Tout lui paraissant normal, le commando éclate à la nuit en trois groupes : Chibachi s'enfonce à l'ouest vers une *daïet* que des bergers lui ont conseillée; le sous-lieutenant Georges reste à proximité du P.C., en observation autour du djebel Djertili; le sous-lieutenant Bernard dirige sa harka plein est, et, dès avant le jour, il repère un nouveau poste de liaison de la mintaka, où il s'installe en embuscade. Une longue journée se passe... et Chibachi, qui rejoint le P.C. tard dans la nuit, pousse devant lui un *moussbel* chargé de médicaments, surpris au crépuscule; le prisonnier appartient au nouveau poste établi entre les deux dernières nahias de la zone; il ajoute que maintenant certains secteurs sont même interdits aux hommes de l'A.L.N., tant la présence du commando y est fréquente au milieu de la population. Au petit jour, des hélicoptères venus de Géryville emmènent Chibachi et ses hommes détruire ce nouveau merkès, sept *moussbilin* seront abattus et un prisonnier sera dirigé vers le 2e bureau du secteur.

Mais la présence du commando est maintenant éventée, le lieutenant Meyer décide de regrouper ses sections au nord de Géryville, à proximité des champs d'alfa. Le P.C. et la section Georges s'y rendent directement.

Bernard vient la nuit les rejoindre, en poussant quelques chameaux chargés d'effets saisis dans le merkès qu'il surveillait. Chibachi, lui, revient plus lentement, passant après Bernard par ce même merkès. Bernard, en effet, n'a pas touché aux *kheimas* formant l'infrastructure du poste, car cette précaution est souvent utile; détruire la *kheima* d'un P.C. rebelle, même en zone interdite, correspond à se priver maladroitement de bien des renseignements.

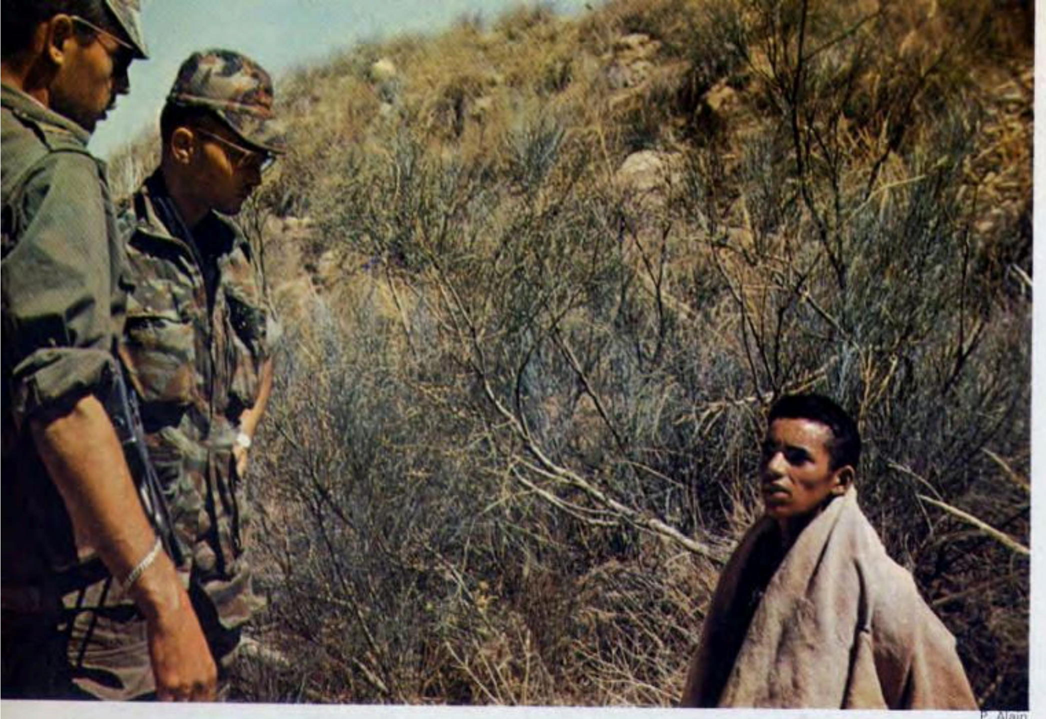
D'autre part, la progression des groupes du commando en vagues successives permet parfois de surprendre les rebelles ayant échappé à un premier contrôle. Le sous-lieutenant Rahmani, « contrôleur » de la mintaka, qui, un beau matin, voulait prendre à revers un groupe de la harka avant de s'enfuir, fut abattu avec son adjoint par une deuxième vague de harkis, qu'il n'avait pas vue venir...

Cette fois encore, la ruse réussit. A la vacation de 8 heures, Chibachi rend ▶

P. Alain



◀ **Le revolver d'un homme abattu sera cent fois démonté avant d'être déclaré et remis aux autorités... Dans ces tribus du Sud où la poudre n'a pratiquement jamais cessé de parler, les armes sont une véritable passion.**



P. Alain

◀Interrogatoire de Tahar le *moussbel*, pris pour la deuxième fois dans le djebel. Il aura de la chance : il suivra le commando pendant six mois, sans être réarmé, et se retrouvera libre, au jour du cessez-le-feu.

le sinistre "Moustache" est abattu sans pitié

compte qu'il se débat avec un grand diable dont la capture n'est pas facile, un de ses hommes est déjà blessé. Mais le sous-lieutenant Laghouati, dernier « contrôleur » de la mintaka, est enfin blessé lui aussi et fait prisonnier. Il s'était approché des tentes du merkès au petit jour...

Laghouati s'est battu avec beaucoup d'astuce, tantôt simulant une blessure, tantôt sa reddition, pour attirer les hommes de Chibachi, avant de reprendre soudain le combat. Cette tactique est souvent celle des chefs rebelles attaqués seuls.

Les harkis de Bou-Alam

Pendant qu'un hélicoptère embarque Laghouati vers Géryville, les sections du commando se regroupent. Seul, Bernard reçoit mission de gagner le point de ralliement en ratissant les champs d'alfa.

Les harkis progressent en ligne lorsqu'ils aperçoivent cinq hommes qui sortent d'une tente et s'en vont précipitamment; Ouazzani Cheikh, ancien policier des Ahlouyakels, une des tribus du djebel Amour, reconnaît un rebelle à des kilomètres... Ceux-là le sont; on presse le pas, des harkis se mettent à courir, les *djounoud* aussi, les premiers coups de feu claquent alors, des nomades sortent de leur *kheima* et crient : « Allez, les petits, débarrassez-nous de ceux-là, ils sont chez nous depuis plusieurs jours... Prends ma mule, tu les rattraperas! » Deux harkis galopent jusqu'aux rebelles et se laissent choir au milieu d'eux. La lutte est rapide et brutale; les deux harkis ont bien failli avoir le dessous... 4 H.L.L. sont tués, un fuyard ne peut être rattrapé; le caporal de l'A.L.N. Benameur « Moustache », sinistre héros d'une embuscade contre la harka du poste du Mektar, au cours de laquelle il avait sauvagement mutilé les cadavres, est abattu sans pitié.

Avant que les camions viennent récupérer les commandos, Ahmed Ben Tifour, sergent harki et ancien chef politique d'un grand douar des Ahlouyakels, rassemble la population civile et lui parle longuement de l'indépendance, que les musulmans obtiendront sûrement de la France, mais qu'il ne faut pas laisser prendre par le F.L.N. totalitaire... Ahmed, avant d'être au F.L.N., avait été chez Bellounis.

Le commando regagne alors sa base de Bou-Alam, mais il n'y restera pas longtemps. Dès que les harkis se reposent, leurs inquiétudes les reprennent; le doute qui s'installe en eux n'altère pourtant pas leur combativité; en 1962, à trois jours du cessez-le-feu, les harkis de Bou-Alam rencontreront le P.C. de la mintaka 3; le capitaine Boukhachba, nouveau responsable civil et militaire, son secrétaire et quelques autres trouveront la mort.

Les commandos de chasse ont été nombreux. Dans le Sud oranais, outre le commando 133, que l'on connaissait surtout sous le nom de son indicatif radio, Griffon, c'est surtout le commando Georges, de Saïda, qu'il faut signaler, mais aussi Cobra, Maurice, et combien d'autres!...

Ces quelques moments de la vie d'un commando veulent surtout rappeler que la guerre au milieu de la population était souvent devenue le fait de ces unités; et si aujourd'hui le développement de la conscience algérienne peut faire paraître anachronique l'engagement de tous ces jeunes musulmans pour que l'emportât une solution française, le respect de la vérité impose que le rôle qu'ils ont joué dans ce conflit ne soit pas passé sous silence. H

Philippe ALAIN

La mintaka de Géryville était la mintaka 5. Elle comprenait les nahias 1, 2, 3, 4 et 5; elle s'étendait à hauteur des hauts plateaux, des monts des Ksour et du djebel Amour, entre la frontière marocaine et le méridien d'Aflou.

La nahia 1 correspondait à peu près aux secteurs d'Aïn-Sefra et de Méchéria; les 2 et 3, au secteur de Géryville; les 4 et 5, au secteur d'Aflou.

Le *merkès* est un poste de liaison ou de ravitaillement gardé.

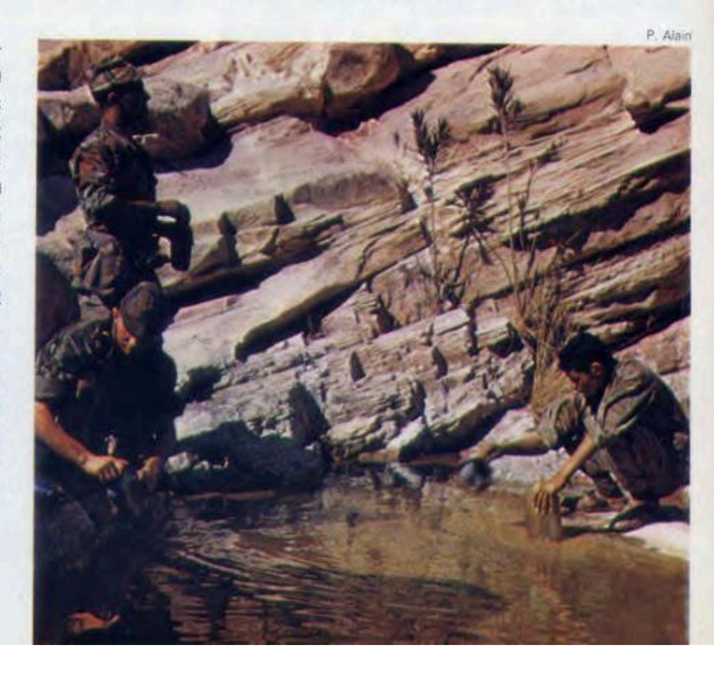
La *matmora* est une sorte de silo creusé dan le sol. On y déposait le grain, et parfois beaucoup d'autres choses.

P. Alain



A droite : Aïn-Tirguedane, au pied du djebel Asfer, sur les contreforts qui bordent le Mimouna. Après une longue journée sous un soleil accablant, la halte près de la source est, pour les hommes fourbus, un moment de bonheur immense. *A gauche* : Chenittah, l'un des hommes du commando, vient de récupérer un fusil de chasse... une belle arme que, sans doute, il ne voudra pas déclarer.

P. Alain



HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Roger Brimeur*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(Juillet 1960)

FRANCE

1er-5 : grève du personnel navigant d'Air France.
3 : motion du comité exécutif radical sur l'Algérie.
6 : voyage du général de Gaulle en Normandie.
Grève des métallurgistes dans le bassin de la Sambre.
11 : signature des accords d'indépendance entre la France et les États du Conseil de l'Entente.
18 : publication à Alger du décret instituant des commissions d'élus.
29 : arrivée à Paris du chancelier Adenauer.
30 : exécution à Lyon d'Abderrahmane Laklifi.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

4 : publication à Tunis d'un communiqué du G.P.R.A.
5 : Ferhat Abbas lance un appel au peuple algérien.
8 : incident à la frontière tunisienne près de Sakiet-Sidi-Youssef.
13 : le gouvernement argentin demande à Israël la restitution d'Eichmann.
25 : découverte d'un complot contre le roi Hussein de Jordanie.
26 : IVe congrès de l'U.G.E.M.A. à Tunis.

AFRIQUE

1er : proclamation de la République du Ghana.
9 : troubles au Katanga.
12-15 : signature des accords de transfert de compétences avec le Congo, le Tchad, la République centrafricaine et le Gabon.
14 : Lumumba rompt les relations diplomatiques avec la Belgique après avoir demandé, le 13, une aide militaire à l'O.N.U.
14 : envoi de forces militaires marocaines et tunisiennes au Congo.
18 : ultimatum de Lumumba à l'O.N.U. D. Hammarskjoeld demande la réunion du Conseil de sécurité.
21 : réunion des chefs d'État du Conseil de l'Entente à Abidjan.
26 : envoi de renforts britanniques au Kenya.
30 : loi-programme d'équipement pour les T.O.-M.

AMÉRIQUE

5 : Cuba saisit les biens américains.
11-14 : échange de notes entre l'U.R.S.S. et les États-Unis sur l'affaire du RB-47.
19 : résolution du Conseil de sécurité sur Cuba.
Note soviétique aux États-Unis sur la fusée Polaris.
22 : pacte Nixon-Rockfeller après la désignation, le 13, de Kennedy comme candidat du parti démocrate aux élections présidentielles aux États-Unis.

EUROPE

4-26 : troubles et échauffourées en Italie, qui aboutiront à la démission du gouvernement Tambroni, le 19, et à la formation du gouvernement Fanfani, le 26.
5 : entretiens Challe-Watkinson à Londres.
11 : formation d'un nouveau gouvernement tchécoslovaque.
19 : note britannique à l'U.R.S.S. sur l'affaire du RB-47.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



GUERRE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS

Sommaire

● **La guerre secrète**
Il y avait en Algérie les services de renseignements conventionnels que possèdent toutes les armées du monde. Des officiers, vieux routiers de la recherche, étaient regroupés dans le Bureau d'études et de liaisons – plus discret mais d'une efficacité exceptionnelle – pour mener une guerre non orthodoxe...

● **Des dragons...**
Héritier du régiment d'Orléans, le 16e dragons cantonnait en partie à Canrobert. Une unité d'appelés comme les autres remplissait au mieux sa mission avec ses « voitures du diable » toujours en alerte...

● **Un million d'adhérents**
Reconstituer un appareil politique dans le climat d'après les barricades n'était pas une mince affaire. C'est cependant ce que réussirent, en créant le Front de l'Algérie française, les anciens militants du Front national français.

● **Le sergent Boujemah**
Du djebel à Pigalle, de Pigalle au djebel, puis à l'Armée de libération nationale avant de s'engager dans les harkis : l'odyssée d'un proxénète rallié.

● **Au service du général**
De Gaulle poursuit son grand dessein pour résoudre le problème algérien. Il désigne, au lendemain des barricades, un de ses fidèles comme responsable des services de l'Information à Alger.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 2e trim. 1973. — N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — **N° 313 - 14 Mai 1973.**

EN PRÉSENCE DE M. DELOUVRIER DU GÉNÉRAL CRÉPIN ET DE L'AMIRAL AUBOYNEAU

L'ÉCHO D'ALGER

Vendredi 15 juillet 1960
Trois éditions quotidiennes — Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord
0,25 NF. En métropole : 0,35 NF
20, rue de la Liberté — Téléphone : 63-73-80 à 85

DÉCISION ACQUISE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR 8 VOIX ET 3 ABSTENTIONS

14 juillet à Alger

3.000 hommes de troupe ont défilé hier matin, plateau des Glières

Légionnaires du 1er R.E.P., marins harkis, blindés élèves de Cherchell vivement acclamés

IMPOSANTE PRISE D'ARMES

suivie d'une remise de décorations

LIRE EN PAGE 10 NOS INFORMATIONS

TÉLESPECTATEURS A PART ENTIÈRE

Les Algérois ont pu suivre l'imposante revue des Champs-Elysées

Les forces de l'O.N.U. dirigées de toute urgence sur l'ex-Congo belge



Mais Bruxelles annonce :

"Les paras seront maintenus tant que la sécurité des blancs ***ne sera pas assurée"***

Lumumba rompt les relations diplomatiques avec la Belgique

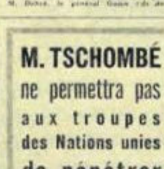
A Léopoldville la population n'aurait plus que 3 jours de vivres

INFORMATION PAGE 3

Approuvé par Eisenhower

SOLENNEL AVERTISSEMENT DES U.S.A. A MOSCOU

Information page 3





M. TSCHOMBÉ ne permettra pas aux troupes des Nations unies de pénétrer au Katanga



"Paras", "spahis" et légionnaires ovationnés à Paris

LIRE EN PAGE 2 Un message de M. Gilbert PAULIAN
« Citoyens français d'Algérie, Européens et musulmans, qui voulez rester français adhérez au F.A.F. »

Une délégation d'élus d'Algérie reçue ce soir par M. DEBRÉ assistait au défilé

INFORMATION PAGE 7

Le sénateur KENNEDY a obtenu l'investiture démocrate

INFORMATIONS PAGE 3

Attentat à Tokio *contre le "premier" nippon*

LIRE NOTRE INFORMATION EN PAGE 3

Odieux attentat F.L.N. à Constantine

Un terroriste lance une grenade dans la foule pendant la revue

2 morts - 72 personnes blessées

CONSTANTINE. — Ce matin, vers neuf heures vingt, alors que la prise d'armes venait de se terminer, une grenade a été lancée place Lamoricière, au bas de l'avenue Liagre. L'engin a explosé sur le trottoir parmi la foule venue très nombreuse assister aux cérémonies du 14 juillet.

Profonde émotion à Constantine

SUITE EN PAGE 10

Dramatique collision à 2 kilomètres de Guyotville (deux morts cinq blessés)

Information page 10

Gaston Dominici a été libéré

Il retournera vivre à la Grand'Terre

(Information page 4)

Les pays d'Afrique noire de la Communauté sont devenus indépendants sans effusion de sang. La Belgique a, au Congo, les mêmes problèmes, qui entraîneront l'intervention des forces militaires des Nations unies. Une longue guerre commence dans ce riche pays d'Afrique qui ne retrouvera une paix précaire que beaucoup plus tard et après la fin de l'intervention étrangère.